

LA MINISTRE A MIS L'ACCENT SUR LE DÉVELOPPEMENT  
DE CE SEGMENT

## Cap sur le tourisme thermal

*Avec l'essor mondial du tourisme de santé, l'Algérie, riche de ses ressources naturelles, se positionne progressivement comme une destination incontournable pour ceux en quête de bien-être et de régénération. Parmi les segments les plus prometteurs de cette évolution, le tourisme thermal se distingue par son potentiel immense. Bien qu'encore sous-exploité, il connaît aujourd'hui un regain d'intérêt.* P 3



ALGIERS SLUSH'D

**Trois startups  
algériennes  
récompensées pour  
leur innovation  
en E-santé**

Trois start-ups ayant proposé des solutions technologiques pour l'amélioration de la qualité des soins ont été récompensées, à l'occasion de la première édition africaine de l'événement mondial "Slush's D", inaugurée jeudi à Alger, ont annoncé vendredi les organisateurs dans un communiqué.

P 2

DES SAISIES DE  
MARCHANDISES ET DE  
DROGUES EFFECTUÉES EN 2024

**La Douane dresse  
son bilan**

Des efforts considérables ont été déployés par les services des Douanes au cours de l'année 2024 dans la lutte contre le trafic de drogue et la contrebande de marchandises, ainsi que pour la protection de l'économie nationale de manière générale. En effet, les services des Douanes ont saisi, dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogues et de substances psychotropes, plus de 8,5 tonnes de kif traité, 570 kg de cocaïne et près de 11 millions de comprimés psychotropes à travers l'ensemble du territoire national au cours de l'année 2024.

P 5

«ALGERIA BID ROUND 2024»

**35 compagnies  
pétrolières en lice**

Lancé par l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft), l'«AlgeriaBid Round 2024» marque un tournant majeur dans la politique énergétique de l'Algérie. Cet appel d'offres a déjà suscité l'intérêt de 35 grandes compagnies pétrolières et gazières internationales, ce qui témoigne de l'efficacité des réformes législatives récentes. Dans le domaine offshore, Alnaft et la société américaine Chevron ont signé un accord pour réaliser une étude sur le potentiel des ressources en hydrocarbures sur les côtes algériennes.

P 5

SALON ORAN-INVEST-EXPO  
**Tenue de la 7e édition  
du 12 au 15 février** P 2

RELANCE DE LA FILIÈRE  
DES VIANDES ROUGES  
**De nombreux  
défis à relever** P 5

COMMERCE  
**Trump préférerait ne pas  
imposer de droits de  
douane à la Chine** P 11

ALGIERS SLUSH'D

# Trois startups algériennes récompensées pour leur innovation en E-santé

Trois start-ups ayant proposé des solutions technologiques pour l'amélioration de la qualité des soins ont été récompensées, à l'occasion de la première édition africaine de l'événement mondial "Slush's D", inaugurée jeudi à Alger, ont annoncé vendredi les organisateurs dans un communiqué.

Par R E

Les projets sélectionnés parmi 40 soumis par 7 startups, ont été évalués par un jury composé de professionnels de la santé et d'experts en innovation, "sur la base de critères tels que la faisabilité, la valeur ajoutée et le potentiel de scalabilité", précise les organisateurs de cet événement coorganisé par Roche Algérie S.P.A. et Algeria Venture. Il s'agit de startup "Sihatech" qui propose une solution de prise de rendez-vous en ligne avec les médecins, de la solution "Docteur 360", destinée aux patients atteints de cancer, ainsi que le logiciel de gestion de cabinet médical "M-Click". "Portés par une volonté profonde d'améliorer le parcours patient grâce à des approches disruptives, les 7 startups sélectionnées ont présenté des projets à fort impact dans trois

domaines prioritaires, à savoir l'optimisation du temps de prise de décision entre les professionnels de santé, l'amélioration du parcours du malade en milieu hospitalier et enfin le suivi des patients à distance", souligne la communiqué. L'événement a été ponctué par des sessions de mentorat, des conférences sur des thématiques telles que les partenariats public-privé, le rôle des donées dans le renforcement du système de santé et l'amélioration du parcours patient. Les équipes retenues "bénéficieront d'un programme d'accompagnement spécifique pour développer leurs projets et les amener à maturité", indique la même source. A l'occasion, le directeur général de Roche Algérie, Khalil Kadaoui, a "salué l'esprit innovant des talents algériens et leur volonté de contribuer activement à la transformation et à la digitalisation du secteur de la santé". De son côté, le

directeur général par intérim d'Algeria Venture, Rachid Maddi, a souligné que cet événement a "révélé l'incroyable potentiel des talents locaux, tout en mettant en avant l'importance de créer un environnement favorable à l'émergence de solutions innovantes en renforçant l'écosystème entrepreneurial en Algérie". Placée sous le haut patronage du ministère de l'Economie de la Connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, ainsi que du ministère de la Santé, la première édition d'Algiers Slush'D, portant le slogan "Startup Now What Patients Need Next" a proposé un programme "riche, articulé autour d'un Hackathon, de plénières inspirantes et de panels de discussions, réunissant des esprits novateurs et visionnaires pour relever les défis liés à la santé numérique en Algérie".

START-UP

## Lancement d'un appel d'offres national au profit des incubateurs d'entreprises en Algérie

Le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, a annoncé, jeudi dans un communiqué, le lancement d'un appel d'offres national ouvert pour le financement de programmes d'incubation en vue d'accompagner les porteurs de projets innovants dans le processus de création de leurs start-up à travers les différentes wilayas du pays. Le ministère a annoncé, dans son communiqué, "le lancement d'un appel d'offres national ouvert pour participer au programme (KICK START) pour le soutien de l'innovation et la promotion de

l'entrepreneuriat en Algérie", visant à "financer des programmes d'incubation pour aider les porteurs de projets innovants dans le processus de création de leurs start-up à travers les différentes wilayas du pays". Ce programme a également pour objectif d'"accélérer le processus de transformation des projets innovants en start-up, de renforcer l'écosystème entrepreneurial en Algérie et de développer l'économie nationale, à travers la création d'un plus grand nombre de start-up à même de générer des emplois et d'apporter une valeur ajoutée, outre la mise en place de

mécanismes financiers pour améliorer le travail des incubateurs d'entreprises", selon le communiqué. "Pour participer, il est impératif de disposer du label incubateur d'entreprises. Les participants peuvent soumissionner pour un ou plusieurs lots dans plusieurs wilayas. Toutefois, il ne sera attribué qu'un seul lot au soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note", précise le communiqué, soulignant qu'"une grande partie de lots et de wilayas a été insérée dans le cahier des charges". Le cahier des charges pourra être retiré au niveau de l'Etablis-

sement de promotion et de gestion des structures d'appui aux start-up "Algeria Venture", situé à Dounia Parc dans la commune de Dely Ibrahim (Alger), ajoute la même source. Par ailleurs, le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises a fixé "le 10 février prochain comme dernier délai pour le dépôt des offres", invitant les personnes intéressées à "se rendre au siège de l'accélérateur public "Algeria venture" ou à le contacter via le canal officiel pour d'amples d'informations".

R E.

13<sup>e</sup> ÉDITION DU SALON DE L'EMPLOI « EMPLOITECH CONNECT »

## Participation de plus de 100 entreprises

Plus de 100 entreprises participent à la 13<sup>e</sup> édition du Salon de l'emploi « EmploiTech Connect », dont les activités ont été lancées, hier au Palais des Expositions d'Alger, selon les organisateurs de l'événement. Ce salon, organisé par l'Agence de l'emploi « EmploiTech » sur deux jours, se déroule sous le patronage du ministère de l'Économie de la connaissance, des start-ups et des micro-entreprises, du ministère des Postes et des Télécommunica-

tions, et du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels. Il regroupe des entreprises publiques et privées ainsi que des multinationales opérant dans divers secteurs, notamment les banques, les assurances, l'industrie, les industries pharmaceutiques, les services, le transport et la logistique. L'événement constitue un pont de communication entre les demandeurs d'emploi et les entreprises, qui proposent des offres d'emploi dans divers domaines, accompagnées des

explications et recommandations nécessaires pour les chercheurs d'emploi. Des start-ups, des écoles de formation et des clubs scientifiques participent également au salon pour présenter les dernières avancées dans le domaine de l'emploi. Dans ce cadre, une start-up présente une plateforme dédiée à l'organisation de concours et d'entretiens d'embauche permettant d'évaluer les candidats à l'aide de l'intelligence artificielle, au bénéfice des entreprises recruteuses. Dès les premières

heures de son ouverture, le salon connaît une forte affluence de chercheurs d'emploi, qu'il s'agisse de jeunes ou de personnes expérimentées désireuses de valoriser leurs acquis et de relever un nouveau défi. Des ateliers et des sessions animés par des spécialistes en matière d'emploi et de ressources humaines sont également organisés dans le cadre de l'événement, dans le but d'encadrer et de conseiller les jeunes.

R E.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la  
SARL  
Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub  
Abdelaziz

Directeur de  
publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel  
Square Port Said , Casbah  
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005  
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:  
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»  
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger  
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42  
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77  
E-mail: agence.regie@anep.com.dz  
Programmation.regie@anep.com.dz  
agence.oran@anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ovargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz

LA MINISTRE A MIS L'ACCENT SUR LE DÉVELOPPEMENT DE CE SEGMENT

# Cap sur le tourisme thermal

*Avec l'essor mondial du tourisme de santé, l'Algérie, riche de ses ressources naturelles, se positionne progressivement comme une destination incontournable pour ceux en quête de bien-être et de régénération. Parmi les segments les plus prometteurs de cette évolution, le tourisme thermal se distingue par son potentiel immense. Bien qu'encore sous-exploité, il connaît aujourd'hui un regain d'intérêt.*

Par Mourad A.

Dans ce contexte, l'innovation dans ce secteur apparaît comme un levier stratégique pour le développement touristique du pays, notamment avec un accent particulier sur les hammams traditionnels et les centres thermaux, comme l'a souligné Houria Meddahi, ministre du Tourisme et de l'Artisanat. L'Algérie bénéficie d'une véritable richesse en ressources thermales, avec de nombreuses régions abritant des sources chaudes aux vertus thérapeutiques reconnues. Ces sites historiques, souvent associés à des bains traditionnels, sont appréciés des familles algériennes depuis des siècles. Toutefois, l'attrait du tourisme thermal ne se limite pas aux frontières du pays. Dans un monde de plus en plus soucieux de santé et de bien-être, ces établissements ont un fort potentiel d'attraction pour une clientèle internationale en quête de soins naturels et d'expériences régénérantes. Lors d'une rencontre sur la préparation de la saison estivale 2025 et la situation du tourisme thermal, Houria Meddahi a souligné l'importance d'exploiter ces ressources. « Le tourisme thermal est non-saisonnier, et il doit être innové en le reliant à la santé et au bien-être », a-t-elle précisé. En effet, contrairement au tourisme de masse, souvent concentré sur des périodes spécifiques de l'année, le tourisme thermal offre un flux constant de

visiteurs, générant ainsi une stabilité économique pour les régions qui choisissent d'investir dans ce créneau. Pour faire face à la concurrence internationale, l'Algérie doit transformer son approche du tourisme thermal, a ajouté la ministre. « Si l'offre actuelle repose principalement sur des établissements traditionnels, il est impératif d'innover en intégrant des services modernes et diversifiés, tels que des spas haut de gamme, des soins de santé personnalisés, ou encore des programmes de relaxation adaptés aux besoins des visiteurs », a-t-elle expliqué. L'innovation ne s'arrête pas là : il s'agit aussi de relier le tourisme thermal à la santé préventive, un secteur en plein essor à l'échelle mondiale. Des traitements à base d'eaux thermales peuvent être proposés pour la prévention des maladies, l'amélioration du bien-être physique et mental, ou encore pour le traitement de certaines pathologies chroniques, telles que les douleurs articulaires. L'intégration de médecines douces, comme l'aromathérapie ou la phytothérapie, pourrait également jouer un rôle essentiel dans cette dynamique. Selon la ministre, le tourisme thermal présente un atout majeur : sa nature non-saisonnnière. Tandis que d'autres formes de tourisme en Algérie, telles que les séjours balnéaires ou les randonnées en montagne, dépendent de la saison estivale, les centres thermaux peuvent fonctionner

toute l'année, attirant ainsi des visiteurs en hiver comme en été. Ce caractère permanent constitue un avantage crucial pour stimuler l'économie locale et garantir un flux touristique constant. De plus, ce secteur peut s'inscrire pleinement dans une vision durable du tourisme, en respectant l'environnement et en mettant en valeur des zones naturelles préservées, souvent éloignées des grandes destinations touristiques. « Le développement du tourisme thermal pourrait ainsi contribuer à la protection de l'environnement tout en créant des emplois locaux, notamment dans les zones rurales où ces centres thermaux sont fréquemment implantés », a-t-elle ajouté. En effet, l'Algérie possède un atout précieux avec son patrimoine thermal, mais pour en faire une véritable destination de tourisme de bien-être, une politique de modernisation, d'innovation et de promotion internationale est essentielle. Houria Meddahi a souligné à plusieurs reprises la nécessité de digitaliser le secteur et d'améliorer son image afin de le rendre plus attractif. Le tourisme thermal pourrait ainsi devenir une niche stratégique pour l'Algérie, en s'appuyant sur la beauté naturelle du pays et l'engouement mondial pour les soins naturels et le tourisme de santé. Ce secteur, à fort potentiel, est prêt à jouer un rôle central dans la diversification et la pérennisation de l'industrie touristique algérienne.

STATION DE DESSALEMENT DE KOUDIAT DRAOUEÛCHE À EL TARF

## Neuf communes de Guelma y seront alimentées en eau potable

Au total, neuf (9) communes de la wilaya de Guelma seront alimentées en eau potable à partir de la station de dessalement d'eau de mer de Koudiat Draouèche, dans la wilaya d'El Tarf, aussitôt après la mise en service de cette dernière, a affirmé, samedi, le wali, Mme Houria Aggoun. Les 9 communes en question recevront un quota de 40.000 m3/jour d'eau potable produite par la station de dessalement de Koudiat Draouèche, a précisé la responsable de l'exécutif local lors d'une séance de travail consacrée au suivi et à l'évaluation du projet de raccordement de la wilaya de Guelma à la station de dessalement. Les communes concernées, en l'occurrence Ain Ben Beida, Oued Fragha, Bouchegouf, Medjez Sfa, Nechmaya, Guelaât Bousbaâ, El Fedjoudj, Bouati-Mahmoud et Héliopolis, totalisent une population de plus de 120.000 habitants, a ajouté la même responsable. Les travaux de réalisation des conduites et des équipements nécessaires au raccordement de ces collectivités à l'usine de dessalement, lancés en 2024, "avancent sur un bon rythme qui permet d'envisager de recevoir le quota attribué à la wilaya aussitôt après la mise en service de l'usine de dessalement d'eau de mer" a encore indiqué Mme Aggoun. Subdivisés en 4 lots, les travaux en question ont nécessité un investissement public de l'ordre de 11 milliards de dinars pour la réalisation de 125 km de conduites, 14 réservoirs d'une capacité totale de 100.000 m3 et 8 stations de pompage. Ce projet, qui s'inscrit dans le cadre du plan d'urgence décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour parvenir à la sécurité de l'eau dans le pays, sera une alternative fiable et durable pour les zones souffrant du manque d'eau, en plus de renforcer la sécurité hydrique dans la wilaya.

DES SAISIES DE MARCHANDISES ET DE DROGUES EFFECTUÉES EN 2024

## La Douane dresse son bilan

Par Sirine R.

Des efforts considérables ont été déployés par les services des Douanes au cours de l'année 2024 dans la lutte contre le trafic de drogue et la contrebande de marchandises, ainsi que pour la protection de l'économie nationale de manière générale. En effet, les services des Douanes ont saisi, dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogues et de substances psychotropes, plus de 8,5 tonnes de kif traité, 570 kg de cocaïne et près de 11 millions de comprimés psychotropes à travers l'ensemble du territoire national au cours de l'année 2024. C'est ce que le DG des Douanes, le Général-major Abdelhafid Bakhoucha a annoncé hier dans une allocution prononcée à l'occasion de la Journée internationale des douanes, célébrée le 26 janvier de chaque année. Il a précisé devant les participants que ses services avaient mené, au cours de l'année écoulée, des opérations «qualitatives» en coordination avec les différents corps de sécurité, qui se sont soldées par la saisie d'importantes quantités de marchandises de contrebande et prohibées, notamment «plus de 8,5 tonnes de kif traité, plus de 577 kg de cocaïne et près de 11 millions de comprimés psychotropes, outre la saisie de 79 armes et plus d'un million de

boîtes de produits de tabac». Les services des Douanes ont également saisi près de 1,3 million de kg de produits subventionnés de large consommation, plus de 380 000 unités de boissons alcoolisées et près de 760 000 litres de carburant, ainsi que 495 711 unités de feux d'artifice et de pétards. Lors de ces opérations, plus de 1100 moyens de transport pour la contrebande (véhicules de tourisme et utilitaires, 4X4, camions, tracteurs, motos, animaux), ont été utilisés, alors que le nombre total d'affaires de saisie résultant de ces crimes a atteint 1113. Ce bilan a été réalisé, selon le Directeur général des Douanes, grâce aux interventions sur le terrain exécutées par les brigades douanières opérationnelles, au nombre de 56 729 sorties, dont plus de 18000 effectuées en coordination avec les différents corps militaires et sécuritaires. En outre, grâce à un contrôle minutieux des conteneurs placés sous le régime de l'entrepôt douanier au niveau de plusieurs ports, les services des Douanes algériennes ont «saisi 201 conteneurs de marchandises prohibées constituant une menace à la sécurité et l'intégrité du citoyen», a indiqué le Général-major Bakhoucha, ajoutant que les amendes encourues pour ces infractions s'élèvent à près de 5 milliards de DA.

### Mise en avant du rôle actif de la douane

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a mis en avant le rôle actif de la douane algérienne dans la promotion du développement économique et le renforcement de l'équilibre financier en Algérie, saluant les réalisations accomplies par le corps douanier durant l'année 2024, notamment en matière de lutte contre la fraude et la contrebande. Dans son allocution, le ministre a précisé que le corps des douanes «joue un rôle actif dans la promotion du développement économique et le renforcement de l'équilibre financier du pays», soulignant «la diversité et la qualité des réalisations accomplies en 2024, notamment le parachèvement du programme de numérisation avec la création d'unités complémentaires à son système d'information +ALCES+, outre les résultats fructueux dans le domaine de la lutte contre la fraude et la contrebande». Après avoir souligné que l'année 2025 sera une année charnière pour approfondir les réformes économiques, Faïd a mis en avant «l'engagement des douanes à accompagner ces réformes ambitieuses à travers l'adoption de politiques globales et intégrées, le développement de mécanismes de travail douanier, et le renforce-

ment de la numérisation, ce qui contribuera à améliorer le recouvrement des recettes et à faciliter le commerce extérieur, en sus de lutter contre toutes les formes de pratiques illégales». Avec une direction performante et une vision stratégique, le secteur des douanes, soutenu par le ministère des Finances, aspire, a assuré le ministre, à «un avenir prometteur, en orientant ses efforts vers le développement des capacités douanières, une démarche lui permettant de s'adapter aux mutations mondiales et de renforcer le rôle de l'Algérie en tant qu'acteur important dans le commerce mondial, et aussi de contribuer de manière effective à la promotion de l'environnement des affaires et de l'investissement». Par ailleurs, cette journée a été marquée par la signature de quatre accords de coopération dans plusieurs secteurs. Ces accords ont été signés par le Directeur général des Douanes, le Général-major Abdelhafid Bakhoucha et des responsables du ministère des Sports, du groupe Sonatrach, de la Direction générale des forêts (DGF), et de la Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (HATPLC), et ce lors de la cérémonie de célébration de la Journée internationale des douanes, organisée au Cercle national de l'Armée (Alger).

PÉTROLE

Les cours se stabilisent après une semaine agitée

Les cours du pétrole ont terminé en hausse vendredi, après une semaine agitée, les opérateurs doutant que Donald Trump parvienne à faire plier l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) sur une augmentation de sa production. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, prenait 0,27% à 78,50 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, est resté quasiment stable, grappillant 0,05% à 74,66 dollars. «Ce marché a été quelque peu ébranlé par les gros titres», a résumé auprès de l'AFP John Kilduff, d'Again Capital. Jeudi, les cours ont chuté après que Donald Trump a invité l'Arabie saoudite et l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) à faire baisser les prix du brut en augmentant leur production, avec pour objectif de faire diminuer le coût de l'énergie pour les consommateurs américains. «Je vais demander à l'Arabie saoudite et à l'Opep de baisser le coût du pétrole», a affirmé le président américain lors d'une allocution en ligne devant un parterre de grands patrons à l'occasion du Forum économique mondial de Davos, en Suisse.

MATIÈRES PREMIÈRES  
L'or sur orbite

L'or s'est envolé cette semaine à un souffle de son record, aidé par un affaiblissement du dollar et le climat d'incertitudes autour des décisions de Donald Trump, en particulier sur les droits de douane. L'once d'or s'est hissée vendredi à plus de 2.786 dollars, lorgnant sur son précédent sommet historique de 2.790,10 dollars atteint fin octobre. L'affaiblissement de la devise américaine et des rendements des obligations d'Etat américaines, valeurs refuges concurrentes de l'or, pousse les investisseurs à se reporter sur le métal précieux. Vendredi, vers 17H10 GMT (18H10 à Paris), l'once d'or se négociait à 2.772,29 dollars, contre 2.703,25 dollars sept jours plus tôt à la clôture.

Dernière composition de DZAIRINDEX

| Libellé de la valeur       | Code | Ouverture | Clôture | Var % | Ecart Mensuel % | Ecart Annuel % | per   | Rend Net % | Volume transigé | Valeur transigée DA |
|----------------------------|------|-----------|---------|-------|-----------------|----------------|-------|------------|-----------------|---------------------|
| ALLIANCE ASSURANCES        | ALL  | 420,00    | NC      | 0,00  | 0,00            | -1,41          | 8,10  | 7,14       | 0               | 0,00                |
| BIOPHARM                   | BIO  | 2 370,00  | 2360,00 | -0,42 | 0,33            | 2,32           | 7,08  | 7,63       | 20              | 47 200,00           |
| CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE | CPA  | 2 280,00  | 2273,00 | -0,31 | 0,59            | -0,30          | 11,96 | 5,50       | 45869           | 104 260 237,00      |
| EGH EL AURASSI             | AUR  | 400,00    | NC      | 0,00  | 0,00            | -3,04          | 5,06  | -          | 0               | 0,00                |
| SAIDAL                     | SAI  | 405,00    | NC      | 0,00  | 0,00            | -11,16         | 2,03  | -          | 0               | 0,00                |

CAFÉ

Les prix de référence de l'arabica ont atteint de nouveaux sommets

Les prix du café arabica se sont négociés à des niveaux élevés sur l'ensemble de l'année 2024. Alors que des incertitudes planent encore sur les prévisions de récolte au Brésil en 2025, cette dynamique haussière se poursuit en

2025. Cette dynamique haussière des cours de l'arabica est à mettre en lien avec les doutes persistants sur l'offre d'arabica en provenance du Brésil, principal producteur comptant pour plus de 45 % de l'offre mondiale.

Dans des propos rapportés par Reuters, Judith Ganes, analyste principale des matières premières agricoles chez J Ganes Consulting, entreprise spécialisée dans l'analyse des marchés des matières premières, indique que le spectre de la sécheresse qui a réduit les récoltes dans le pays d'Amérique du Sud en 2024 devrait se poursuivre en 2025. «L'offre sera limitée, il n'y a pas d'autre is-

sue, le climat s'est récemment amélioré au Brésil, mais cela ne changera pas la situation ; le nombre de cerises reste le même sur les caféiers», souligne la responsable. Quoi qu'il en soit, cette conjoncture sur le marché du café est favorable pour les pays exportateurs de la fève tels que l'Éthiopie, leader en Afrique, qui vise par exemple des recettes d'exportations de 2 milliards \$, en 2024/2025. Le 20 janvier dernier, le pays des négus a déclaré avoir engrangé 908 millions \$ grâce à ses exportations de café sur le premier semestre de son exercice fiscal de 2024/2025.

DOLLAR

Les cours minés par la posture plus modérée de Trump envers la Chine

Les déclarations de Donald Trump, qui a laissé entrevoir de possibles négociations commerciales avec la Chine plutôt que l'imposition de droits de douane à la deuxième économie mondiale, font lourdement chuter le dollar vendredi tandis que l'or, valeur refuge, profite de ce climat d'incertitude. «Nous avons un très grand pouvoir sur la Chine, ce sont les droits de douane, et ils n'en veulent pas, et je préférerais ne pas avoir à l'utiliser», a déclaré M. Trump sur Fox News jeudi soir. «Le nouveau président a semblé adoucir considérablement son approche à l'égard de la deuxième économie mondiale (ce qui) a entraîné une forte baisse du dollar», ont relevé dans une note les analystes de Monex USA. Cette annonce inattendue pénalise le bil-

let vert face aux autres devises: en milieu de journée, il a chuté de plus de 1% face à la livre et à l'euro. Vers 19H30 GMT, il reculait de 1,04% face à la livre, à 1,2482 dollar, et lâche 0,77% à l'euro, à 1,0495 dollar. Le Dollar Index, qui compare la devise américaine à un panier d'autres grandes monnaies, reculait de 0,93% à 107,457 points. Après avoir pris ses fonctions lundi, M. Trump avait affirmé que des droits de douane de 10% sur toutes les importations chinoises pourraient entrer en vigueur le 1er février. Pendant la campagne électorale, il avait même évoqué jusqu'à 60% de taxes. La perspective de cette politique commerciale protectionniste, considérée comme inflationniste, avait initialement dopé le dollar.

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري  
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU DÉVELOPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية  
MINISTÈRE DU COMMERCE INTÉRIEUR ET DE LA RÉGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية وإسعة الإستهلاك ليوم 22 جانفي 2025  
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date : 22 janvier 2025

| Prix du détail <sup>1</sup> |                       | أسعار التجزئة <sup>2</sup> |         |         | المنتجات           |
|-----------------------------|-----------------------|----------------------------|---------|---------|--------------------|
| المنتجات                    | DA / Kg               | معدل                       | أعلى    | أدنى    |                    |
| Produits                    | المنتجات              | Moyenne                    | Maximum | Minimum |                    |
| Légumes frais               | Pomme de terre        | 74                         | 89      | 58      | البطاطا            |
|                             | Tomate                | 96                         | 112     | 80      | المطاطم            |
|                             | Oignon sec            | 50                         | 56      | 43      | البصل الجاف        |
|                             | Ail sec               | 489                        | 565     | 414     | الثوم الجاف        |
|                             | Carotte               | 69                         | 78      | 60      | الجزر              |
|                             | Navet                 | 83                         | 94      | 73      | لفت                |
|                             | Choux fleur           | 71                         | 80      | 62      | قرنبيط             |
|                             | Choux                 | 85                         | 94      | 75      | الكرفس             |
|                             | Courgette             | 192                        | 208     | 175     | الكوسة             |
|                             | Haricot vert          | 322                        | 343     | 301     | الفاصولياء الخضراء |
|                             | Laitue                | 99                         | 111     | 87      | الخس               |
| Fruits frais                | Clémentine            | 120                        | 178     | 122     | الكليمونتين        |
|                             | Mandarine             | 102                        | 163     | 110     | اللمندرين          |
|                             | Orange                | 110                        | 135     | 85      | البرتقال           |
|                             | Citron                | 123                        | 141     | 106     | الليمون            |
|                             | Pomme locale          | 397                        | 508     | 286     | التفاح المحلي      |
|                             | Datte                 | 521                        | 654     | 388     | التمر              |
| Produits d'origine animale  | Banane                | 411                        | 432     | 390     | اللووز             |
|                             | Viande bovine locale  | 1759                       | 1891    | 1628    | لحم البقر المحلي   |
|                             | Poulet de chair       | 337                        | 350     | 323     | الدجاج             |
|                             | Œufs (Unité)          | 18                         | 19      | 17      | البيض (وحدة)       |
|                             | Lait de vache (Litre) | 97                         | 102     | 91      | حليب البقر (لتر)   |

«ALGERIA BID ROUND 2024»

# 35 compagnies pétrolières en lice

Lancé par l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft), l'«AlgeriaBid Round 2024 » marque un tournant majeur dans la politique énergétique de l'Algérie. Cet appel d'offres a déjà suscité l'intérêt de 35 grandes compagnies pétrolières et gazières internationales, ce qui témoigne de l'efficacité des réformes législatives récentes. Dans le domaine offshore, Alnaft et la société américaine Chevron ont signé un accord pour réaliser une étude sur le potentiel des ressources en hydrocarbures sur les côtes algériennes. Grâce à ces initiatives ambitieuses, l'Algérie se positionne résolument sur la scène énergétique mondiale, comme l'a souligné Mourad Beldjehem, président d'Alnaft.

Par Mourad A.

Cette dynamique est soutenue par des atouts géographiques considérables. En effet, les champs d'exploitation de l'Algérie bénéficient de leur proximité avec des infrastructures existantes et des marchés internationaux. Lors de son intervention sur la Chaîne III de la radio nationale, Mourad Beldjehem a évoqué des sites stratégiques comme le Grand M'Zaid, Ahara, Reggane II et Zerafa II, situés dans des périmètres déjà en production. Ces sites représentent une opportunité majeure, avec un potentiel d'augmentation de la production annuelle de gaz de 20 milliards de m<sup>3</sup>, et la possibilité d'exploiter des réserves estimées à près de 400 milliards de m<sup>3</sup>. La proximité de ces ressources avec les infrastructures d'exportation positionne l'Algérie comme un acteur incontournable pour les investis-

seurs étrangers à la recherche de nouvelles opportunités. L'accord signé entre Alnaft et Chevron marque une étape déterminante dans l'exploitation des ressources en haute mer, notamment dans des zones ultra profondes, situées à plus de 2 500 mètres de profondeur. Ces régions, riches en hydrocarbures mais difficiles d'accès, nécessitent l'utilisation de technologies de pointe, un domaine dans lequel Chevron excelle en tant que leader mondial. Complètement financée par Chevron, l'étude prévue dans le cadre de ce partenariat pourrait conduire à la signature d'un contrat d'exploitation d'ici deux ans. Ce projet offshore s'ajoute aux initiatives déjà entreprises par l'Algérie dans le secteur onshore, avec des partenariats similaires, notamment avec Eni dans la région de Béjaïa et Jijel. Les résultats de ces projets sont attendus pour 2025, avec la possibilité d'un nouvel ap-

pel d'offres en 2026, consolidant ainsi l'Algérie comme un pôle énergétique régional de premier plan. « Durant les 24 mois de validité du contrat, Chevron pourrait identifier une zone d'intérêt et soumettre une offre à Sonatrach pour signer un contrat de recherche et d'exploitation. Nos ressources offshore, classées dans la catégorie ultra deep, se situent à plus de 2 500 mètres de profondeur, ce qui nécessite l'utilisation de technologies de pointe pour leur exploration. À ce jour, plus de 35 compagnies ont exprimé leur intérêt pour ce projet, et 24 d'entre elles sont actuellement en phase de finalisation de leur processus d'accès », a précisé Mourad Beldjehem. Ces initiatives ont pour objectif non seulement d'accroître la production énergétique de l'Algérie, mais aussi de renforcer sa position en tant qu'acteur clé du marché mondial de l'énergie.

Grâce à un cadre législatif modernisé, des partenariats stratégiques avec des majors mondiaux comme Chevron et Eni, et un secteur des hydrocarbures en pleine transformation, l'Algérie s'engage sur la voie d'une croissance durable et diversifiée. Ces efforts renforcent la compétitivité du pays, tout en offrant de nouvelles opportunités aux investisseurs étrangers dans un marché énergétique en constante évolution. Dans ce contexte, l'Algérie semble bien préparée à devenir une plaque tournante pour les investissements mondiaux dans l'industrie de l'énergie. Avec ses ressources vastes et son ouverture à l'innovation technologique, le pays pourrait bien se positionner comme un leader mondial de l'énergie, non seulement en Afrique, mais également sur la scène internationale, consolidant ainsi son rôle stratégique sur le marché mondial des hydrocarbures.

UN MÉMORANDUM D'ENTENTE EN PRÉPARATION AVEC LA SOCIÉTÉ NIGELEC

## Sonelgaz veut investir au Niger

Le groupe Sonelgaz a annoncé, jeudi dans un communiqué, l'envoi, dans les prochains jours, d'une équipe de spécialistes et de cadres dirigeants de la société au Niger pour élaborer un mémorandum d'entente encadrant les mécanismes de coopération avec la société nigérienne d'électricité NIGELEC, notamment pour la réalisation d'un projet de centrale électrique dans ce pays. Cette décision a été annoncée lors d'une réunion tenue, par visioconférence, entre le président-directeur général de Sonelgaz, Mourad Adjal, et la directrice générale de NIGELEC, Fati Abarchi, et consacrée à l'examen des moyens d'accélérer la cadence de la coopéra-

tion et du partenariat entre les deux pays frères à travers les sociétés Sonelgaz et NIGELEC, précise le communiqué. Cette réunion intervient "en application des recommandations des hautes autorités du pays et dans le cadre de la mise en œuvre des conclusions de la visite de travail du Premier ministre, ministre de l'Economie et des Finances de la République du Niger en Algérie en août dernier, suivie de la visite du ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab, au Niger, le même mois", selon la même source. Lors de cette réunion, à laquelle ont pris part un représentant du

ministère de l'Energie de la République du Niger, le représentant de l'ambassadeur d'Algérie au Niger, ainsi que plusieurs cadres dirigeants de Sonelgaz, les expertises du groupe dans différents domaines de son activité énergétique, notamment la production, le transport et la distribution d'électricité, ainsi qu'en matière d'ingénierie, de maintenance et de formation ont été présentées, indique le communiqué. A ce titre, M. Adjal a affiché "l'intérêt de Sonelgaz pour l'investissement dans le domaine de l'énergie au Niger, en proposant, dans un premier temps, d'étudier un projet d'investissement pour la réalisation d'une centrale électrique sur

place", soulignant que "Sonelgaz est prête à dépêcher une équipe de spécialistes sur le terrain pour entamer l'étude de ce projet". Il a en outre précisé que "Sonelgaz est ouverte à toute coopération avec la partie nigérienne dans divers domaines, notamment les énergies renouvelables, le transport, la distribution, l'ingénierie, ainsi que la formation dans ses cinq (5) écoles spécialisées". Pour sa part, Mme Abarchi a mis en avant "l'intérêt de son entreprise pour la coopération avec Sonelgaz, au vu de sa position dans la région et de son expérience remarquable dans divers domaines de l'énergie", exprimant "sa volonté de concrétiser cette coopéra-

tion de manière à satisfaire toutes les parties". Cette réunion a abouti à "un accord sur l'envoi prochain d'une équipe de spécialistes, dont des cadres dirigeants du groupe, au Niger pour élaborer un mémorandum d'entente définissant les mécanismes de coopération entre les deux entreprises, et ce pour préparer la visite d'une délégation de haut niveau, conduite par le PDG de Sonelgaz, en République du Niger, afin d'examiner les moyens d'élargir le partenariat entre les deux parties, conformément aux aspirations des deux pays", selon le communiqué.

R E.

RELANCE DE LA FILIÈRE DES VIANDES ROUGES

## De nombreux défis à relever

Le président de la chambre nationale de l'agriculture (CNA), Mohamed Yazid Hambli, a affirmé que «la relance de la filière des viandes rouges requiert de relever les grands défis qui en entrave le développement». Dans son intervention lors d'une rencontre régionale sur «la modernisation de l'élevage des veaux et la valorisation de la viande bovine», tenue jeudi à Sétif, le même responsable a ajouté que parmi ces défis figurent «la pénurie des ressources en eau due au stress hydrique, le renchérissement des coûts des fourrages, la dégradation des parcours due au sur-pacage et au climat d'où la nécessité d'assurer aux éleveurs l'accès à l'eau, aux médicaments et aux laboratoires vétérinaires pour améliorer leur conditions de travail et augmenter

la production». Il a ajouté que «la création d'un marché de gros des viandes conformes aux normes mondiales constitue une avancée cruciale dans la régulation du marché et l'instauration d'un prix de référence permettant une concurrence équitable entre les acteurs, la baisse des prix et leur stabilité», estimant qu'«un tel pas favorisera le développement des ressources animales et l'indépendance du secteur sur le long terme». Le développement de la filière, a ajouté Hambli, exige un investissement sur le long terme dans les technologies modernes depuis l'amélioration génétique des espèces locales, le recours à des systèmes d'élevage basés sur l'intelligence artificielle (IA), la formation et l'initiation des éleveurs aux techniques modernes dont le recours à

l'énergie solaire pour l'irrigation en zones steppiques. La loi de finances 2025 constitue, a considéré le même intervenant, «un pas important en prévoyant l'exonération de droits d'importation des viandes rouges et blanches pour faire baisser les prix, stabiliser le marché local et alléger les charges de toutes les parties». Le secrétaire général de l'UNPA, Abdelatif Dirmi, a exprimé son optimisme à la suite des récentes précipitations de pluies et de neige sur plusieurs wilayas du pays, inscrivant la rencontre dans le cadre de la mise en œuvre des orientations des autorités supérieures du pays relatives à l'organisation de l'élevage et de la production de viandes rouges ayant donné lieu à l'installation «récente» de deux commissions nationales de régulation du foncier agri-

cole et de consolidation de la production nationale des viandes rouges. Le wali de Sétif, Mustapha Limani, a indiqué à l'occasion que cette «importante» rencontre s'inscrit dans le cadre d'une série de rencontres tenues à travers les wilayas en application de la feuille de route visant la relance du secteur agricole et la revitalisation de la production nationale de viandes rouges par le développement du cheptel national pour assurer la sécurité alimentaire qui constitue un des importants challenges lancés par les pouvoirs publics. Les travaux de la rencontre se sont déroulés sous forme de débats ouverts entre les participants sur les principaux défis auxquels est confrontée la filière à travers les wilayas présentes.

Synthèse R E.

TINDOUF

Une délégation parlementaire s'enquiert des projets structurants dans la wilaya

Une délégation de parlementaires de l'Assemblée populaire nationale (APN) a effectué, dans le cadre des travaux de ses commissions, une visite d'inspection de projets structurants en cours de réalisation dans la wilaya de Tindouf. La délégation s'est rendue au gisement minier de Gara-Djebilet pour s'enquérir de près des chantiers d'exploitation du gisement, "un rêve tant attendu par les Algériens depuis plus de 60 ans", a affirmé à la presse le chef de la délégation parlementaire, Mohamed Hanouni à la fin de cette visite. Ce mégaprojet devra générer plus de 5.000 emplois directs et des milliers d'autres indirects à travers les projets de services d'accompagnement de ce projet, a-t-il indiqué avant d'appeler à la nécessité d'appuyer les programmes de formation dans le Sud, notamment dans les domaines des mines et de la métallurgie pour la qualification de compétences locales capables de relever le défi dans ce secteur stratégique". Composée de sept membres de l'APN, représentant différents courants politiques, la délégation a également inspecté le projet de la ligne ferroviaire longue de 950 km, dont les travaux ont atteint un taux d'avancement de 60% et devant être livrée au mois d'avril prochain. Cette visite de terrain a été mise à profit par les membres de la délégation pour visiter le poste frontalier algéro-mauritanien "Chahid Mustapha Benboulaïd" où ils ont pris connaissance des activités d'importation et d'exportation et des mesures prises dans ce cadre, en plus d'inspecter la zone franche pour s'enquérir de visu des procédures liées à l'investissement et les facilités accordées aux opérateurs économiques. Au terme de sa visite dans la wilaya, la délégation parlementaire a tenu une rencontre, au siège de la wilaya, en présence d'opérateurs économiques, hommes d'affaires, économistes et autorités locales, consacrée à l'examen des voies de promotion de l'investissement dans la région, l'impulsion de la dynamique de développement et la promotion des opportunités d'emploi offertes aux jeunes, selon la même source parlementaire.

ORAN

Opération de maintenance des installations électriques dans 24 communes en 2024

La direction de distribution de Sonelgaz d'Es-Senia à Oran a effectué, durant l'année 2024, une vaste opération de maintenance des installations électriques à travers 24 communes, qui a permis la réhabilitation de plus de 1.032 transformateurs électriques, ainsi que le renforcement de 1.649 km de réseaux électriques.

Le programme de maintenance, qui vise à améliorer la qualité du service et garantir une distribution continue de l'énergie, a permis d'effectuer pas moins de 11.090 opérations de maintenance, telles que le remplacement des chaînes de distribution, l'ajustement des appareils de coupure, le renforcement et la remise en état des ponts situés au sommet des poteaux, le nettoyage des isolateurs électriques et la modification des départs électriques, a-t-on fait savoir. Ce programme a permis la maintenance de plus de 1.032 transformateurs électriques répartis sur 24 communes de la wilaya, ainsi que le renforcement 1.649 km de réseaux énergétiques, dont plus de 918 km de ré-

seaux à moyenne tension et plus de 731 km de réseaux à basse tension, a-t-on ajouté. La direction de distribution d'Es-Senia a également réalisé, durant la même période, 2.254 opérations de thermo-vision, une technique moderne utilisée pour détecter et identifier les points faibles du réseau afin de les entretenir, note-t-on de même source. Sur un autre plan, concernant les nouveaux projets, la même source a indiqué que les projets de réalisation de quatre transformateurs de haute tension dans les zones de Oued Tlalat, Aïn Beida, Mers El-Kebir et le pôle urbain Ahmed Zabana progressent de manière significative. Ces projets augmenteront la capacité et la puissance des transforma-

teurs électriques, ce qui aura un impact positif sur l'amélioration de la qualité du service dans les régions ouest et sud de la wilaya, a-t-on souligné. L'amélioration se sentira chez les habitants des quartiers et des localités relevant d'Es-Senia, Aïn Beida, Mers El-Kebir, Boutlelis, Bouya-cour, Bredeah, Oued Tlalat, Tafraoui et le pôle urbain Ahmed Zabana, dont la population dépasse les 50.000 habitants, a-t-on encore précisé. Quelque 32 transformateurs électriques ont été, par ailleurs, renouvelés dans 24 communes, en plus de la mise à jour des équipements de 71 transformateurs énergétiques pour augmenter leur capacité et améliorer le service selon la même source.

BOUMERDES

Entrée en service de la pénétrante autoroutière reliant Khemis El Khechna à l'autoroute Est-Ouest

Le projet de la pénétrante autoroutière reliant la commune de Khemis El Khechna, à l'ouest de la wilaya de Boumerdes, à l'autoroute Est-Ouest via la rocade N 2, est entré en service jeudi. La cérémonie d'inauguration de ce projet s'est déroulée en présence du Secrétaire général du ministère des Travaux publics et des infrastructures de base, Boularbah Ali, de représentants de l'Algérienne des autoroutes (ADA) et de nombre d'organismes et de directions exécutives, ainsi que des autorités locales. Cette pénétrante est une "nouvelle voie qui relie la ville de Khemis El-

Khechna à la rocade N2 et aux wilayas d'Alger au nord, Blida à l'ouest et Bouira à l'Est, via l'autoroute Est-Ouest", a indiqué le Secrétaire général du ministère dans une déclaration à la presse. Ce projet autoroutier compte deux (2) couloirs principaux de quatre (4) mètres de large chacun, en conformité avec les normes en vigueur dans la réalisation des autoroutes, outre un rond-point doté de panneaux signalétiques et de glissières pour assurer la sécurité des usagers. La réalisation de ce projet est "un pas qualitatif" pour le renforcement des infrastructures de base à Khemis El-Khechna. Cette

nouvelle pénétrante est aussi un acquis pour ses usagers qui pourront désormais accéder à cette ville et en sortir en toute facilité. Elle permettra aussi de réduire la densité du trafic routier, qui atteint des pics de près de 17.000 véhicules aux heures de pointe, selon le même responsable. Cet axe autoroutier, de 1,5 km de long, permettra aux automobilistes en provenance d'Alger d'accéder directement à Khemis El Khechna et d'en sortir en direction de la wilaya de Boumerdes, a souligné, pour sa part, la directrice des travaux publics de Boumerdes, Ferial Saâyouf. Réalisé pour une enveloppe de

184 millions de DA, ce projet constitue, également, une zone de transit pour les automobilistes en provenance de ou en partance vers la région-Ouest de Blida et Alger, en accédant directement vers les régions Est en direction de Bouira, Boumerdes et Constantine, a-t-elle ajouté. La responsable a rappelé qu'un autre projet est en voie d'achèvement dans la même commune. Il s'agit du dédoublement de l'axe de la RN 29 reliant Khemis El-Khechna à Meftah (Blida) sur une distance de 6 km, dont le taux d'avancement est de plus de 97%, et qui est attendu bientôt à la réception.

BÉNI-ABBÈS

Entame prochaine des études techniques des travaux publics du futur aéroport mixte

Les études techniques concernant les travaux publics à réaliser dans le futur aéroport international mixte de Béni-Abbes seront entamées "prochainement", a-t-on appris jeudi des services de la wilaya. Ces études techniques concernent l'identification des travaux publics à réaliser pour les besoins du futur aéroport, à savoir la piste d'envol, ses annexes, les voies et accès de circulation, les bretelles et les aires de stationnement des aéronefs, ainsi que les autres infrastructures de base

nécessaires à un aéroport de dimension nationale et internationale, notamment une route reliant l'aéroport à la RN-6A, a précisé le chef de service des infrastructures aéroportuaires à la direction des Travaux publics et des Infrastructures de base, Hachemi Azzouz. La société publique algérienne d'études d'infrastructures, (SAETI), spécialisée dans les études, l'assistance et le conseil dans le domaine des infrastructures de transport a été chargée de la réalisation de cette étude

avec un coût de plus de 180 millions DA et dont la finalisation est prévue avant la fin de 2025, a-t-il expliqué. La réalisation de cet aéroport intervient suite à l'approbation par le Gouvernement de l'inscription pour l'exercice 2024 d'une opération portant sur les études techniques pour la construction d'un aéroport international mixte dans la zone de Z'ghmara (30 km du Béni-Abbès), ont indiqué les services de la wilaya. Une assiette foncière de 3.430 hectares a été dégagée par la wilaya pour

l'implantation de cette infrastructure dans la zone de Z'ghmara, à proximité de la RN-6A reliant le Sud-ouest au Nord du pays, selon les mêmes services. Le projet permettra, en plus du développement du transport aérien (voyageurs et fret) dans la wilaya et le Sud-ouest du pays, le désenclavement total de la région tout en donnant une nouvelle dynamique aux activités touristiques dans la wilaya de Béni-Abbès, estiment les services de la wilaya.

# Avec Trump, l’offensive américaine en Afrique prendra-t-elle un nouvel élan ?

La victoire de Donald Trump à la présidentielle américaine marque le come-back du milliardaire à la tête du pays et lui donne l’occasion de reprendre les dossiers stratégiques entamés avant sa défaite en 2020. Parmi ceux-ci, l’offensive économique en Afrique où les Etats-Unis cherchent à contrer la Chine, dans un contexte international tendu.

Par Ristel Tchounand

Les félicitations pleuvent de partout. En Afrique en l'occurrence - du roi Mohammed VI du Maroc à Cyril Ramaphosa d'Afrique du Sud, en passant par Bassirou Diomaye Faye du Sénégal ou Abiy Ahmed d'Ethiopie, les chefs d'Etats saluent la réélection de Donald Trump, espérant une meilleure coopération avec le nouvel homme fort de Washington. La victoire du candidat républicain à la présidentielle du 5 novembre face à la démocrate Kamala Harris a fait l'effet d'une surprise, car elle contredit tous les sondages. Pour Donald Trump - qui obtient ainsi sa revanche après avoir échoué à se faire réélire pour un second mandat en 2020 - ce come-back lui donne l'opportunité de reprendre en main les dossiers stratégiques initiés pendant son premier mandat. Outre les questions migratoires ou financières, le nouveau Président des Etats Unis cherchait, en effet, à renforcer l'influence américaine dans le monde, en Afrique notamment.

De la réticence à l’intérêt prononcé

En 2017 pourtant, Donald Trump avait

démarré son mandat en démontrant un certain désintérêt pour le continent, tardant à nommer un secrétaire d'Etat aux affaires africaines et réduisant - dans son premier budget - l'enveloppe dédiée à l'aide à l'Afrique subsaharienne. Il avait en outre créé la polémique après avoir qualifié ces pays de « pays de merde », avant d'essayer de se rattraper. A Davos en janvier 2018, le défenseur de « l'Amérique d'abord » expliquait que cela « ne signifie pas l'Amérique seule », exprimant sa sympathie aux pays africains. Le milliardaire devenu un fin politique considère que « l'Afrique a un potentiel exceptionnel pour les affaires » et que les entreprises américaines devraient s'y rendre. Mais alors qu'il traîne le pas, plusieurs experts l'interpellent quant à l'enjeu stratégique d'un renforcement de la force de frappe américaine sur le continent, surtout dans le domaine économique, face à une Chine bien avancée. Et alors que d'autres puissances comme l'Inde ou la Russie ont commencé à prendre du terrain en Afrique, Trump surprend en 2019 : il repense l'aide publique américaine au développement, rebaptise l'agence nationale (désormais DFC), lui alloue un budget de 60 milliards de dol-

lars et nomme à sa tête un homme d'affaires à l'agenda clairement offensif sur l'Afrique, incluant des rencontres avec différents gouvernements et l'ouverture de bureaux dans toutes les sous-régions. Si la pandémie du Covid-19 a mis un frein à cette dynamique, c'est surtout sa défaite à la présidentielle de 2020 qui l'a empêché de poursuivre ses projets africains.

Trump devra composer avec un contexte différent de celui d’il y a quatre ans

Après son investiture en janvier prochain, les experts s'attendent à voir Donald Trump pousser davantage les pions américains en Afrique, au moment où le continent se profile comme le marché du futur au sein duquel se joueront les grands enjeux géostratégiques, notamment autour des minéraux stratégiques, cruciaux pour la transition énergétique. « D'ici 2050, une personne sur quatre sur la planète sera africaine. Cette opportunité démographique et économique est attrayante pour Trump, notamment compte tenu de l'importance croissante qu'il accorde à la concurrence avec la Chine, qui fait elle aussi des percées sur le continent », analyse

pour Atlantic Council, Win Weber, ancien conseiller de plusieurs campagnes républicaines. « Trump, poursuit-il, va probablement "libérer autant que possible cette énergie de jeunesse" au cours de son second mandat en simplifiant les réglementations et en encourageant le développement des affaires et le commerce avec l'Afrique ». En attendant, un sursaut du secteur privé américain semble en cours. Récemment JP Morgan, la première banque des Etats-Unis, faisait l'actualité avec son implantation en Côte d'Ivoire et au Kenya. En tournée dans plusieurs capitales, son PDG Jamie Dimon précisait que le groupe bancaire veut s'installer durablement sur le continent et nourrit l'ambition de concrétiser « une ou deux » nouvelles implantations ou expansions « tous les deux ans ». Si les projets de JP Morgan pourraient davantage encourager les PME américaines à regarder de plus près les marchés porteurs du continent, reste à savoir quelle forme Donald Trump donnera à sa stratégie africaine dans le contexte actuel, lequel est différent de celui de 2020, entre divers conflits dans le monde, montée du protectionnisme et défi climatique.

## «L’Europe doit se réveiller et s’électrifier !»

Par Christian Buchel, président de l'Union Française de l'Electricité.

L'investiture de Donald Trump à la présidence des États-Unis, accompagnée de ses déclarations retentissantes notamment dans le domaine de l'énergie, doit être un « wake-up call » pour nous en Europe et en France. Il faut nous réveiller et affirmer haut et fort que l'électricité doit jouer un rôle majeur dans notre lutte contre le changement climatique, dans la défense de notre souveraineté industrielle et de notre pouvoir d'achat. En annonçant une nouvelle sortie de l'Accord de Paris et en relançant le slogan « Drill, baby, drill », le Président Donald Trump prend le contrepied des engagements climatiques internationaux. Ce recul, marqué du moins dans les premières communications, par un retour au pétrole et un abandon des soutiens à certaines énergies renouvelables et aux véhicules électriques, cache probablement une réalité qui sera plus contrastée dans les faits. Nous aurons aussi de nouvelles opportunités de négociation avec les États-

Unis qui restent un partenaire pour notre pays et pour l'Europe. Nous dénonçons hier les avantages de l'Inflation Reduction Act (IRA) pour les industries américaines, cherchons dans cette nouvelle situation comment valoriser nos atouts !

Donald Trump veut faire aimer le pétrole. Et si nous, Européens, nous cherchions à faire aimer l’électricité ?

Avec 60 % de notre consommation énergétique encore issue d'énergies fossiles, la France dépense chaque année près de 60 milliards d'euros en importation. Pourtant, elle dispose d'un atout majeur : son électricité décarbonée. En 2024, la France a franchi le seuil de 95 % d'électricité d'origine bas carbone et atteint un record d'exportations grâce au nucléaire et aux renouvelables (éolien, hydraulique, solaire). Cette réalité confère à la France et à l'Europe une responsabilité particulière. Cette responsabilité, c'est celle d'engager une véritable rupture dans l'électrification des industries, des véhicules et des bâtiments. Cela doit se faire de manière pragmatique, mais le pragma-

tisme ne doit pas être une excuse à l'immobilisme. Les solutions existent : simplifions les procédures, levons les freins, et assumons des choix politiques et budgétaires clairs ! L'Union européenne doit soutenir cette ambition en investissant massivement dans les infrastructures énergétiques, les moyens de production décarbonée, et l'innovation dans la mobilité électrique et les solutions performantes pour les logements. Elle doit aussi aligner ses initiatives et législations avec cet enjeu, car trop de dispositions européennes favorisent encore les énergies fossiles. Face aux choix des États-Unis, l'Europe a une opportunité historique : devenir un leader de l'économie décarbonée. Elle peut réduire sa dépendance aux énergies fossiles, créer des emplois dans des secteurs d'avenir (nucléaire, renouvelables, mobilité électrique, etc.), et renforcer sa compétitivité. Notre réussite repose sur nos atouts : une énergie décarbonée, un savoir-faire industriel, et un engagement historique pour le climat. Mais elle dépend aussi de notre capacité à mobiliser tous les acteurs - publics et privés -

autour de cette ambition. L'heure est à l'action. Chaque décision prise aujourd'hui aura un impact sur les générations futures. L'attentisme n'est pas une option ! Arrêter les excès réglementaires, se concentrer sur la mise en œuvre des textes existants de façon pragmatique tout en gardant comme boussole les objectifs CO2 nous aidera à retrouver de la compétitivité.

La rupture dans l’électrification des usages nécessite une rupture dans les moyens et outils utilisés par l’Europe. Pourquoi ne pas envisager la création d’un Fonds européen de souveraineté énergétique ?

Le temps presse. La crise climatique est déjà là et pèse sur nos finances publiques. Si certains voient la transition écologique comme un frein à la croissance, rappelons qu'elle est un levier d'innovation, de compétitivité et de prospérité. La France et l'Europe doivent montrer qu'un autre chemin est possible : celui d'une économie compétitive, décarbonée, respectueuse de la planète. Un avenir électrique, à la hauteur de nos responsabilités.

TUNISIE

**La BAD accorde un prêt de 80,16 millions d’euros pour financer un projet d’infrastructure routière**

La Banque africaine de développement (BAD) a accordé à la Tunisie un prêt de 80,16 millions d’euros destiné à financer un projet gouvernemental lié au développement des infrastructures routières, ont rapporté vendredi des médias locaux. Selon radio Mosaïque, l'accord de prêt a été signé vendredi après-midi au palais du gouvernement à Tunis, en présence de la ministre tunisienne de l'Équipement et de l'habitat, Sarra Zaafrani-Zenzri et Malinne Blomberg, représentante générale adjointe du bureau régional de la BAD en Tunisie. La ministre tunisienne a affirmé que le projet visé par ce financement s'inscrit dans le cadre d'une stratégie visant à fournir une infrastructure routière qui réponde à l'évolution du trafic et aux spécifications techniques mondiales (...) "et contribue à stimuler l'investissement et à réaliser le développement dans toutes les régions du pays, d'autant qu'il reliera les régions intérieures avec les régions côtières et les ports". Ce prêt est destiné en fait à la réhabilitation de 189 kilomètres de routes réparties sur sept provinces tunisiennes : Sousse (côtes-Est), Sfax, Kairouan (centre), Siliana, El Kef, Kasserine (nord-ouest) et Gafsa (sud-ouest), selon elle.

LIBYE

# Le gouvernement cherche à attirer des investisseurs dans le secteur pétrolier

*Alors que le secteur énergétique est miné par le morcellement du territoire entre groupes armés, l’instabilité politique et la corruption, les autorités de Tripoli souhaitent lancer de nouvelles campagnes d’exploration pour accroître ses exportations de pétrole.*

Regard fier et sourire en coin, Abdel Hamid Dbeibah, premier ministre du gouvernement libyen dit « d'union nationale » (dont l'autorité est reconnue par la communauté internationale), parcourt les différents stands, dans les allées du Palais des congrès de Tripoli, avant de gagner l'auditorium. Ce bâtiment aux larges baies vitrées, vitrine d'une Libye moderne où l'homme d'affaires devenu politicien aime tant recevoir des chefs d'Etat étrangers et des acteurs internationaux lors de grands forums, accueillait, samedi 18 et dimanche 19 janvier, la troisième édition du Sommet libyen sur l'énergie et l'économie. Devant une assemblée de professionnels de l'industrie pétrogazière (dont des représentants du français TotalEnergies, de l'italien Eni et du britannique BP) et de décideurs politiques, M. Dbeibah a annoncé, lors de son discours d'ouverture,

le lancement de « nouvelles campagnes d'exploration visant à accroître les réserves de pétrole ». Avec 48 milliards de barils, le pays détient déjà près de 41 % des réserves prouvées en Afrique, selon une étude de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), mais une large partie de son territoire n'a pas encore été sondée et pourrait donc renfermer davantage d'hydrocarbures. Par ailleurs, la Libye, qui dispute au Nigeria la place de premier producteur de pétrole du continent, projette d'augmenter sa « productivité », affirme le premier ministre. En janvier, sa production avoisine 1,4 million de barils par jour, d'après Abdel Hamid Dbeibah (1,1 million selon les données de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole) ; toujours en deçà des 1,7 million d'avant la chute de la dictature de Mouammar Kadhafi, en 2011. « Pour augmenter sa production et compenser les baisses actuelles des

champs plus anciens, la Libye doit attirer davantage d'investissements étrangers et de capacités techniques », souligne l'EIA dans une analyse publiée le 6 décembre. Pour ce faire, les organisateurs ont annoncé un « nouveau cycle d'octroi de licences pétrolières et gazières dans le courant de l'année ». Leurs arguments, distillés au cours de deux jours de conférences vantant les atouts de la Libye – dont sa proximité avec l'Europe –, sauront-ils convaincre les investisseurs ? « Avec des factions rivales qui exploitent le secteur pétrolier et des pratiques frauduleuses, le secteur énergétique libyen semble loin de l'environnement stable et transparent que recherchent les investisseurs, constate Emadeddin Badi, du cercle de réflexion Atlantic Council, à Washington. Sans efforts concrets pour réformer ce système et garantir la transparence, le sommet risque de n'être qu'un exercice de communication. »

ARABIE SAOUDITE

## Les exportations non pétrolières augmentent de 19,7 %

Les exportations non pétrolières de l'Arabie saoudite ont enregistré une hausse de 19,7 % en glissement annuel en novembre, atteignant 26,92 milliards de riyals saoudiens (7,18 milliards de dollars), renforçant les efforts du Royaume pour diversifier son économie. Selon l'Autorité générale des statistiques (GASTAT), les produits chimiques ont dominé cette croissance, représentant 24 % du total des exportations non pétrolières, suivis par les produits en plastique et en caoutchouc, qui ont constitué 21,7 % des expéditions.

Le développement d'un secteur non pétrolier solide est un objectif clé du programme Vision 2030 de l'Arabie saoudite, qui vise à transformer l'économie du Royaume et à réduire sa dépendance aux revenus pétroliers. Le ministre de l'Économie et de la Planification, Faisal Al-Ibrahim, a révélé en novembre que ces activités représentent désormais 52 % du produit intérieur brut. Dans son dernier rapport, la GASTAT a indiqué : « Le ratio des exportations non pétrolières (y compris les réexportations) par rapport aux importations a augmenté, passant de 34,8 % en novembre 2023 à 36,6

% en novembre 2024. Cela est dû à une hausse de 19,7 % des exportations non pétrolières et à une augmentation de 13,9 % des importations sur cette période. » Les exportations totales de marchandises du Royaume ont diminué de 4,7 % en glissement annuel en novembre, en raison d'une baisse de 12 % des exportations pétrolières. Cette baisse a réduit la part des exportations pétrolières dans le total des expéditions à 70,3 %, contre 76,3 % un an plus tôt, signalant des progrès dans la diversification économique de l'Arabie saoudite. La GASTAT a rapporté que la Chine

est restée le principal partenaire commercial de l'Arabie saoudite en novembre, avec des exportations vers ce pays asiatique totalisant 13,53 milliards de riyals. D'autres destinations clés des exportations incluent le Japon avec 8,93 milliards de riyals, les Émirats arabes unis avec 8,75 milliards de riyals, et l'Inde avec 8,74 milliards de riyals. Les importations de l'Arabie saoudite ont augmenté de 13,9 % en glissement annuel en novembre, atteignant 73,65 milliards de riyals. Cependant, l'excédent commercial des marchandises a diminué de 44,3 % sur la

même période, tombant à 16,89 milliards de riyals. La Chine est demeurée le principal fournisseur de biens du Royaume, représentant 20,11 milliards de riyals des importations, suivie des États-Unis avec 7,52 milliards de riyals et des Émirats arabes unis avec 3,90 milliards de riyals. Le port King Abdulaziz à Dammam s'est imposé comme le principal point d'entrée pour les importations, traitant des marchandises d'une valeur de 18,19 milliards de riyals, soit 24,7 % du total des expéditions entrantes.

EGYPTE

## L’Etat nie l’obtention d’un nouveau prêt de 2 milliards \$ auprès de banques internationales

Le ministère des Finances dément formellement avoir obtenu de nouvelles facilités de crédit extérieur d'un montant de deux milliards de dollars. Dans un communiqué, le ministère affirme catégoriquement n'avoir contracté aucun nouveau prêt. "Les informations circulant à ce sujet dans les médias sont totalement infondées", a souligné le document. Plusieurs sites aux Emirats Arabes Unis ont publié plus tôt le vendredi un ancien communiqué de presse par la National Bank of Dubai signalant que l'Egypte a souscrit un prêt d'un montant de 2 milliards de dollars avec un consortium de banques internationales. La nouvelle date de plus d'un mois, a découvert Ahraminfo et s'assurer d'une

source au ministère des Finances. Il s'agit d'un financement syndiqué, un type de prêt accordé à un emprunteur par un groupe de banques, plutôt que par une seule institution financière. Le groupe des banques formant un "syndicat" pour prêter cette somme à l'Egypte inclut notamment : Emirates NBD Capital Limited, Standard Chartered, Arab Banking Corporation, First Abu Dhabi Bank, Mashreq et Emirates NBD. La Emirates NBD Capital Limited et la Standard Chartered Bank, sont les chefs de fil, gestionnaires de la souscription pour le prêt, selon le communiqué de la National Bank of Dubai, propriétaire de NBD Capital Limited. Le ministre des Finances s'est félicité que la souscription a suscité un grand en-

gouement sur le marché et a été couverte plus de 2,5 fois, selon le communiqué. « Nous sommes fiers de l'intérêt que nous avons reçu de la part des banques régionales et internationales pour monter ce financement. Ce prêt de 2 milliards de dollars souligne la force et la résilience de l'économie égyptienne et la confiance des investisseurs dans les réformes économiques », a déclaré le ministre des Finances, Ahmed Kouchouk. Les termes de ce prêt n'ont pas été rendus publics.

**Diversifier les sources de financement**

«Ce prêt est intervenu après le remboursement d'un précédent prêt syndiqué de 3 milliards de dollars en novembre 2024», explique le communiqué de la

banque émiratie. Kouchouk a annoncé aux députés du Parlement que l'Egypte continue à diversifier ses sources de financement, dans le cadre d'un plan discipliné visant à préserver la stabilité économique, la durabilité financière et la soutenabilité de la dette. Ce prêt syndiqué s'inscrit dans le cadre de la stratégie de l'Egypte visant à diversifier ses sources de financement à travers les marchés des prêts syndiqués internationaux et régionaux. La dette extérieure de l'Egypte a baissé en 2024 notamment grâce à la transaction de Ras El Hikma qui a permis aux Emirats Arabes Unis d'injecter dans le pays 35 milliards de dollars (dont 11 en annulation de dettes) pour développer la ville méditerranéenne.

RÉVOLUTION ÉNERGÉTIQUE EN AFRIQUE

«La Mission 300 va éclairer l’avenir du continent »

Sur un continent où des millions de foyers sont encore plongés dans l’obscurité chaque nuit, une initiative révolutionnaire suscite l’espoir. La semaine prochaine, les acteurs du changement africains et mondiaux se réuniront à Dar es Salam, en Tanzanie, pour le premier sommet des chefs d’État africains sur l’énergie, où ils s’engageront dans un projet ambitieux visant à raccorder 300 millions d’Africains supplémentaires à l’électricité d’ici 2030.

L’initiative, baptisée « Mission 300 » (M300), représente une collaboration sans précédent entre le Groupe de la Banque africaine de développement et le Groupe de la Banque mondiale, aux côtés d’autres partenaires mondiaux. Elle vise à combler la grande fracture énergétique du continent en tirant parti de technologies de pointe et de financements innovants. Plusieurs chefs d’État et de gouvernement d’Afrique et du reste du monde se joindront à 1500 autres participants — le secteur privé étant fortement représenté — lors du sommet qui se tiendra les 27 et 28 janvier. Ensemble, ils traceront la voie de l’Afrique vers un accès universel à une énergie abordable, fiable et durable d’ici 2030. Cette initiative intervient à un moment critique : près de 600 millions d’Africains, représentant 83 % de la population mondiale privée d’énergie, n’ont pas accès à l’électricité. « Aucune économie ne peut croître, s’industrialiser ou être compétitive dans l’obscurité, a déclaré le président du Groupe de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina. Ce partenariat change la donne pour le développement de l’Afrique. » La Mission 300, lancée lors des réunions de printemps de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international en 2024, bénéficie également du soutien du Groupe des sept (G7) et du G20. Le sommet de la semaine prochaine devrait aboutir à deux résultats importants : la Déclaration de Dar es Salam sur l’énergie, qui énonce les engagements et les mesures de réforme des gouvernements africains pour réformer le secteur de l’énergie et la première série de Pactes nationaux pour l’énergie, qui serviront de plan directeur pour les transformations spécifiques à chaque pays. Dans le cadre de la première phase de la Mission 300, douze pays présenteront leurs pactes pour l’énergie : le Tchad, la Côte d’Ivoire, la République démocratique du Congo, le Libéria, Madagascar, le Malawi, la

Mauritanie, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Tanzanie et la Zambie. Ces pays représentent plus de la moitié de la population mondiale n’ayant pas accès à l’électricité et un quart de celle qui n’a pas accès à des solutions de cuisson propre. D’autres pays africains devraient élaborer leurs pactes au cours des phases suivantes. La réunion de deux jours mettra également en lumière les réussites du secteur de l’énergie dans certains pays, établira une alliance des acteurs du secteur pour accélérer les investissements dans les infrastructures énergétiques et renforcera la planification électrique, le commerce et le marché ainsi que les cadres politiques régionaux. Ces efforts soutiendront la mise en œuvre du Plan directeur continental et du Marché unique africain de l’électricité. Le président du Groupe de la Banque mondiale, Ajay Banga, a présenté une approche à trois volets pour réussir : « Nous avons besoin de l’action des gouvernements, du financement des banques multilatérales de développement et des investissements du secteur privé. » L’Alliance mondiale pour l’énergie au service des populations et la planète et la Fondation Rockefeller ont d’ores et déjà engagé 10 millions de dollars en faveur de l’assistance technique pour des projets d’électricité dans 11 pays africains, des villes animées du Nigéria aux villages reculés de Madagascar, tout en dynamisant des initiatives au sein du COMESA, la plus grande communauté économique régionale d’Afrique.

Rôle de pionnier

En tant que première institution de financement du développement en Afrique, le Groupe de la Banque africaine de développement apporte une expérience considérable à l’initiative M300. Le portefeuille actuel de la Banque et sa réserve de projets énergétiques devraient permettre de raccorder 43

millions de personnes à l’électricité. Dans le cadre de la Mission 300 et de la nouvelle stratégie décennale de la Banque, ce nombre passera à 50 millions, complété par l’engagement de la Banque mondiale d’assurer 250 millions de raccordements d’ici 2030. Le bilan de la Banque comprend des projets phares tels que le projet d’énergie éolienne du lac Turkana au Kenya, qui a ajouté 310 mégawatts à la capacité du pays. Autre initiative ambitieuse, l’initiative Desert to Power (D2P), qui vise à transformer la vaste région ensoleillée du Sahel en une centrale électrique solaire couvrant 11 pays et raccordant 250 millions de personnes à l’électricité. Les récents succès de l’initiative Desert to Power (D2P) comprennent un prêt de 302,9 millions de dollars pour le cofinancement d’une centrale solaire et d’un projet d’interconnexion électrique entre la Mauritanie et le Mali. Ce projet devrait profiter à 100 000 ménages. Par l’intermédiaire de son Fonds pour l’énergie durable en Afrique (SEFA), la Banque a soutenu des projets de mini-réseaux verts à travers le continent. Alors que l’Afrique s’efforce de parvenir à un accès universel à une énergie abordable, fiable et durable d’ici 2030, Mission 300 offre bien plus que le développement des infrastructures. Pour des millions d’Africains qui n’ont jamais connu une électricité fiable, elle représente la promesse d’une transformation, non seulement du paysage énergétique, mais aussi de leur vie quotidienne. Les dirigeants et les acteurs du changement du continent qui se réuniront à Dar es Salam la semaine prochaine poseront les jalons de la révolution de l’électrification en Afrique. Les partenariats forgés et les engagements pris lors de cette réunion façonneront le parcours du continent vers la réalisation de son objectif d’accès universel à l’énergie, la transformation de millions de vies et la promotion du développement durable.

NIGERIA

Les associations de consommateurs protestent contre la hausse des tarifs télécoms

Annoncée début janvier par le gouvernement, la hausse des tarifs télécoms a fait protester le Congrès syndical nigérien (NLC), l’Association nationale des abonnés aux télécommunications (NATCOMS), le Congrès syndical des travailleurs (CST) ou encore la Coalition des groupes du Nord (CNG). Plusieurs associations de consommateurs ainsi que des syndicats sont montés au créneau pour contester la hausse de 50% des tarifs télécoms approuvée le lundi 20 janvier par la Commission nigérienne des communications (NCC). Ils estiment que cette mesure est insensible et malvenue dans un contexte où les travailleurs et la population font face à des difficultés économiques. Selon Joe Ajaero, président du Congrès syndical nigérien (NLC), « un travailleur nigérien moyen dépense déjà environ 10% de son salaire en frais de télécommunication. [...] Pour un travailleur gagnant le salaire minimum actuel de 70 000 nairas (environ 45 USD), cela signifie une hausse de 7000 à 10 500 nairas par mois, soit 15% de son salaire. Un coût insoutenable ». Cette contestation survient alors que les opérateurs télécoms se plaignent eux aussi de la hausse de leurs coûts opérationnels, à cause entre autres de la dépréciation du naira par rapport aux monnaies internationales et de la flambée des prix des hydrocarbures, en particulier celui du diesel utilisé pour alimenter les tours télécoms. Les opérateurs avaient demandé une hausse de 100% pour continuer à fournir des services de qualité. « L’augmentation des coûts [opérationnels, Ndlr.] a eu un impact significatif sur nos résultats. Cet ajustement est crucial pour que nous puissions continuer à investir dans l’expansion du réseau, à améliorer la qualité du service et à stimuler l’innovation dans le secteur » a indiqué Karl Teniola, DG de MTN Nigeria. Les syndicats et associations de consommateurs appellent le gouvernement nigérien et la NCC à suspendre cette augmentation et à engager un dialogue pour trouver une solution plus équitable.

AFRIQUE DU SUD

Cyril Ramaphosa signe la Loi sur l’expropriation foncière sans compensation

La réforme foncière est une problématique majeure en Afrique du Sud. Au-delà de la dimension économique et de la performance globale du secteur agricole, cette question revêt un enjeu important pour la cohésion sociale. Il aura fallu plus de cinq ans et plusieurs sessions de débats houleux et de consultations publiques. Jeudi 23 janvier, le président Cyril Ramaphosa (photo) a signé officiellement la Loi d’expropriation foncière sans compensation. Ce texte législatif défendu par le dirigeant réélu en juin dernier vise « à corriger les inégalités » découlant de la période de l’apartheid.

Ce que change la nouvelle réforme

Cette législation remplace l’ancienne loi d’expropriation de 1975 qui selon le gou-

vernement n’était pas alignée sur les mécanismes d’expropriation prévus par la Section 25 de la Constitution reconnaissant l’expropriation comme un mécanisme d’État permettant d’acquérir une propriété à des fins d’intérêt public moyennant une compensation juste et équitable. Concrètement, le texte paraphé par Cyril Ramaphosa offre la possibilité aux institutions étatiques (autorités locales, provinciales ou nationales) de procéder à l’expropriation dans l’intérêt public pour des objectifs variés, tels que promouvoir l’inclusion et garantir un meilleur accès aux ressources naturelles sous des conditions bien précises. « Conformément à cette loi, une autorité expropriante ne peut procéder à l’expropriation de manière arbitraire ou pour des objectifs autres que ceux relevant d’un intérêt public ou d’une utilité pu-

blique. Avant d’exercer un droit d’expropriation, l’autorité concernée doit tenter, sans succès, de parvenir à un accord avec le propriétaire ou le titulaire d’un droit sur la propriété, en proposant des conditions raisonnables. [...] », indique le gouvernement sur son site web. Si ces différents garde-fous devraient permettre de limiter le caractère « autoritaire » des actions d’expropriation, les analystes soulignent qu’elles ont peu de chances de rassurer les milieux économiques qui craignent que la réforme n’ait un impact négatif sur l’investissement privé dans l’agriculture commerciale et grippe la confiance des banques envers le secteur agricole. Avec cette Loi qui entre en vigueur, le gouvernement sud-africain se lance le défi de faire mieux que la réforme foncière initiée sous l’ère Mandela.

Un nouveau pari

Lancée en 1994 au lendemain de la suppression officielle de l’apartheid, cette politique ambitieuse visait en effet à redistribuer 30 % des terres agricoles au cours des 5 années suivantes, restructurer la propriété foncière et promouvoir le développement rural. Ladite réforme dont les délais et modalités ont été redéfinis plusieurs fois aussi bien sous le régime de Nelson Mandela que celui de ses successeurs n’a pas vraiment permis de rééquilibrer un régime foncier bouleversé en 1913 avec l’application du Natives Land Act qui avait principalement pour but l’appropriation de la terre par les agriculteurs blancs d’origine européenne.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street en baisse pour clôturer la première semaine de Trump

La Bourse de New York a terminé dans le rouge vendredi, lestée par quelques prises de bénéfices après une semaine agitée par le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, le regard désormais tourné vers la réunion de la Banque centrale américaine (Fed) la semaine prochaine.

Le Dow Jones a reculé de -0,32%, l'indice Nasdaq a lâché -0,50% et l'indice élargi S&P 500 a perdu -0,29%. Après deux semaines de dynamique haussière, "il ne s'agit pas d'un changement de tendance", évalue auprès de l'AFP Sam Stovall, de CFRA. Selon lui, "c'est simplement une séance où les investisseurs ont décidé de prendre des bénéfices", galvanisés par le record atteint la veille par le S&P 500. Jeudi, l'indice élargi a clôturé à 6.118,71 points, son plus haut historique, et avait également établi au cours de la journée un nouveau record en séance. Depuis lundi, jour de l'investiture de Donald Trump, "les investisseurs tentent d'intégrer de nombreuses décisions et annonces du nouveau président", rappelle M. Stovall. Le président américain a par exemple déclaré jeudi soir qu'il préférerait ne pas imposer de droits de douane à Pékin, un revirement après ses promesses répétées de frapper le plus grand rival économique des États-Unis avec de lourdes taxes à l'importation. Avant son élection, Donald Trump s'était montré déterminé à imposer de nouveaux droits de douane sur tous les produits im-

portés, pour préserver l'appareil productif américain. Il n'écartait pas l'éventualité qu'ils atteignent 60%, voire davantage, pour les produits chinois. Ce revirement "a rappelé aux investisseurs qu'il y avait donc encore une marge de manœuvre pour les droits de douane", qui constituent "plus probablement un stratagème de négociation qu'un fait accompli", souligne Sam Stovall. Le marché a aussi le regard tourné vers la prochaine réunion de la Fed, prévue mardi et mercredi prochain, qui devrait se conclure par un maintien des taux à leur niveau actuel. Donald Trump a "exigé" jeudi que les "taux d'intérêt baissent immédiatement" lors d'une allocution en ligne devant un parterre de patrons au Forum économique mondial de Davos, en Suisse. "Trump ne peut pas ordonner aux taux d'intérêt de baisser, il peut mettre la pression sur la Fed, mais cela n'aura aucun effet sur le rendement des obligations à 10 ans", estime Sam Stovall. Le marché "est plus préoccupé par ce que la Fed va dire que par ce qu'elle va faire" lors de sa prochaine réunion, résume à l'AFP Adam Sarhan, de 50 Park Investment. Au tableau des valeurs, le constructeur aéronautique

Boeing a reculé (-1,37%) après avoir prévenu la veille d'une lourde perte au quatrième trimestre, notamment à cause de la grève de plus de cinquante jours menée par près de 33.000 ouvriers près de Seattle (nord-ouest). L'avionneur, qui doit présenter la totalité de ses résultats financiers le 28 janvier avant l'ouverture de la Bourse de New York, prévoit en effet un chiffre d'affaires trimestriel de 15,2 milliards de dollars et une perte nette par action de 5,46 dollars. Le géant pharmaceutique danois Novo Nordisk, connu pour ses best-sellers Ozempic et Wegovy, s'est envolé à Wall Street

(+8,47%). Le groupe, connu pour ses traitements pour le diabète et la perte de poids, profitait de résultats encourageants sur une nouvelle molécule contre le surpoids, l'amycréline. Le spécialiste des composants électroniques Texas Instruments a dégringolé (-13,07%), plombé par des prévisions jugées décevantes. Meta - la maison mère de Facebook et d'Instagram - a grimpé de 3,24% après que le patron du groupe, Mark Zuckerberg, a annoncé qu'il prévoyait d'investir jusqu'à 65 milliards de dollars dans des projets liés à l'intelligence artificielle en 2025.

APRÈS DES ESSAIS ENCOURAGEANTS

Le géant pharmaceutique danois Novo Nordisk grimpe en Bourse

Le géant pharmaceutique danois Novo Nordisk, connu pour ses best-sellers Ozempic et Wegovy, traitements pour le diabète et la perte de poids, gagnait 10% vendredi en Bourse, après la publication de résultats encourageants sur une nouvelle molécule. À 15h20 (14h20 GMT), le titre Novo Nordisk prenait 10,86%, dans un marché en très légère hausse (+0,8%). Traités avec de l'amycréline pendant 36 semaines, les sujets en surpoids ont perdu en moyenne 22% de leur poids initial, a annoncé le laboratoire, parmi les

premières capitalisations boursières européennes. Ceux qui utilisaient un placebo ont eux pris du poids à hauteur de 2%. «Nous sommes très encouragés par les résultats de la phase 1b/2a pour l'amycréline chez les personnes souffrant de surpoids ou d'obésité», s'est félicité le vice-président exécutif du développement du fleuron de l'économie danoise, Martin Lange. «Les résultats de l'essai confirment le potentiel de réduction du poids», a-t-il insisté. Le laboratoire pharmaceutique doit annoncer ses résultats annuels le 5 février.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

| COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN     |         |                     |             |             |
|--------------------------------------------------------|---------|---------------------|-------------|-------------|
| Cours du : 23 Janvier 2025<br>Valeur : 27 Janvier 2025 |         |                     |             |             |
| BASE                                                   | DEVISES |                     | COURS ACHAT | COURS VENTE |
| 1                                                      | USD     | US DOLLAR           | 135.1718    | 135.1868    |
| 1                                                      | EUR     | EURO                | 140.5652    | 140.5943    |
| 1                                                      | GBP     | POUND STERLING      | 166.3244    | 166.3633    |
| 100                                                    | JPY     | JAPANESE YEN        | 86.2780     | 86.2931     |
| 1                                                      | CNY     | CHINESE YUAN        | 18.5515     | 18.5546     |
| 1                                                      | CHF     | SWISS FRANC         | 149.0153    | 149.0483    |
| 1                                                      | CAD     | CANADIAN DOLLAR     | 93.9280     | 93.9580     |
| 1                                                      | DKK     | DANISH KRONE        | 18.8414     | 18.8445     |
| 1                                                      | SEK     | SWEDISH KRONA       | 12.2639     | 12.2686     |
| 1                                                      | NOK     | NORWEGIAN KRONE     | 11.9654     | 11.9708     |
| 1                                                      | AED     | UAE DIRHAM          | 36.7985     | 36.8076     |
| 1                                                      | SAR     | SAUDI RIYAL         | 36.0333     | 36.0392     |
| 1                                                      | KWD     | KUWAITI DINAR       | 438.3003    | 438.6334    |
| 1                                                      | TND     | TUNISIAN DINAR      | 42.0961     | 42.5192     |
| 1                                                      | MAD     | MOROCCAN DIRHAM     | 13.5268     | 13.5283     |
| 1                                                      | LYD     | LIBYAN DINAR        | 27.4082     | 27.5487     |
| 1                                                      | MRU     | MAURITANIAN OUGUIYA | 3.3964      | 3.4069      |
| 1                                                      | SDR     | SPEC. DRA. RIGHTS   | 176.5815    | 176.5815    |

BOURSES MONDIALES

L'Europe sans direction claire après la première semaine de Trump

Les marchés mondiaux ont terminé en ordre dispersé vendredi, à l'issue du retour de Donald Trump à la Maison Blanche marqué par de nombreuses annonces et avant la réunion de la Banque centrale américaine (Fed) la semaine prochaine. En Europe, Paris a pris 0,44% et Milan 0,24%. Francfort est restée sur la réserve (-0,08%), quand Londres a davantage reculé (-0,73%). A Wall Street, les principaux indices ont clôturé en baisse: le Dow Jones a reculé de -0,32%, l'indice Nasdaq a lâché -0,50% et l'indice élargi S&P 500 a perdu -0,29%. Depuis lundi, jour de l'investiture de Donald Trump, "les investisseurs tentent d'intégrer de nombreuses décisions et annonces du nouveau président", note auprès de l'AFP Sam Stovall. Il y a eu "une petite vague de soulagement, car les mesures douanières ne sont pour l'instant ni très claires, ni très concrètes", ajoute à l'AFP Céline Weill-Alliel, gérante chez Uzès Gestion.

Le président américain a déclaré jeudi soir qu'il préférerait ne pas imposer de droits de douane à la Chine, un revirement apparemment brutal après ses promesses répétées de frapper le plus grand rival économique des États-Unis avec de lourdes taxes à l'importation. Avant son élection, Donald Trump s'était montré déterminé à imposer de nouveaux droits de douane sur tous les produits importés, pour préserver l'appareil productif américain. Il n'écartait pas l'éventualité qu'ils atteignent 60%, voire davantage, pour les produits chinois. Ce revirement "a rappelé aux investisseurs qu'il y avait donc encore une marge de manœuvre pour les droits de douane", qui constituent "plus probablement un stratagème de négociation qu'un fait accompli", souligne Sam Stovall. Cette annonce inattendue a pénalisé le billet vert face aux autres devises, les investisseurs tablant sur une inflation par conséquent moins importante aux États-Unis, qui devrait faciliter la baisse de taux de la Fed.

En milieu de journée, la devise américaine a chuté de plus de 1% face à la livre et à l'euro. Elle a reculé de 1,04% face à la livre, à 1,2484 dollar, et a lâché 0,79% face à l'euro, à 1,0497 dollar. Côté obligataire, l'emprunt à dix ans américain s'établissait à 4,61%, contre 4,64% la veille en clôture. Le marché a aussi le regard tourné vers la prochaine réunion de la Fed, prévue mardi et mercredi prochain, qui devrait se conclure par un maintien des taux à leur niveau actuel. Le marché "est plus préoccupé par ce que la Fed va dire que par ce qu'elle va faire" lors de sa prochaine réunion, résume à l'AFP Adam Sarhan, de 50 Park Investment.

Pluie de résultats

Les marchés suivent aussi avec attention la saison des résultats qui prend de l'ampleur cette semaine en Europe et aux États-Unis. Le groupe de luxe britannique Burberry, qui a amorcé en novembre un recentrage "d'ur-

gence" sur ses produits emblématiques pour tenter de résoudre ses difficultés, a fait état d'un recul de ses ventes pour son troisième trimestre décalé, mais moins que ce que prévoyait le marché. A Londres, le titre s'est envolé de 9,53%. Il a entraîné d'autres valeurs du luxe en Europe: à Paris, LVMH a ainsi pris 1,87%, Hermès 0,87%, L'Oréal 1,10%, Christian Dior 1,35% et Kering 4,49%. A Zurich, Moncler a pris 3,02%. A Milan, Salvatore Ferragamo s'est offert 4,38%. Ericsson AB a lui présenté des résultats au quatrième trimestre inférieurs aux prévisions des analystes, qui ont fait reculer le titre de 12,72% à Stockholm. Le spécialiste des composants électroniques Texas Instruments a dégringolé (-13,07%), plombé par des prévisions jugées décevantes. A suivre la semaine prochaine: les résultats de plusieurs mastodontes, comme LVMH à Paris mardi et Meta, Microsoft et Tesla à Wall Street mercredi.

TENSIONS COMMERCIALES

# L’Europe se dit «prête à discuter avec la nouvelle administration» américaine

«Nous entretenons des relations commerciales et d’investissement étroites, coordonnées et équilibrées», a affirmé Jovita Neliupsiene, ambassadrice de l’Europe à Washington.

L'Union européenne (UE) est «prête à discuter avec la nouvelle administration» face aux possibles tensions commerciales avec les États-Unis, a affirmé jeudi l'ambassadrice de la zone à Washington Jovita Neliupsiene, alors que Donald Trump a déclaré que le bloc traitait les États-Unis de manière «injuste». «Nous sommes prêts à discuter avec la nouvelle administration de la manière dont nous pouvons renforcer nos relations, qu'il s'agisse de l'énergie, de la défense, du commerce, (...) ou tout autre secteur», a déclaré Jovita Neliupsiene lors d'un discours devant la presse. «Du point de vue des États-Unis, l'UE nous traite très injustement, très mal», a déclaré plus tôt dans la journée Donald Trump, lors d'une prise de parole à l'occasion du Forum économique mondial de Davos, en Suisse. «Nous entretenons des relations commerciales et d'investissement étroites, coordonnées et équilibrées», a observé de son côté Jovita Neliupsiene. Donald Trump a notamment accusé le bloc d'imposer des «droits de douane» et des

«taxes» aux États-Unis, ajoutant qu'«ils rendent très difficile l'importation de produits en Europe» alors que les 27 «vendent leurs produits aux États-Unis». En réponse, et entre autres rappels sur les échanges commerciaux entre l'UE et les États-Unis, l'ambassadrice a évoqué le fait que l'UE était «le plus grand consommateur de gaz naturel liquéfié (GNL)» américain, et que «les Européens sont parmi les plus gros consommateurs de marques américaines, comme Tesla et Apple.»

«Nos économies sont complémentaires»

«Dans le même temps, l'UE figure parmi les trois premières destinations d'exportation pour 46 États américains, et les investissements de l'UE à l'échelle nationale soutiennent des millions d'emplois aux États-Unis», a-t-elle souligné. Le président américain a soutenu à Davos que les États-Unis avaient «des centaines de milliards de dollars de déficit avec l'UE», ajoutant que «personne n'en est satisfait» et que son adminis-

tration allait «faire quelque chose pour y remédier». La délégation européenne à Washington souligne que le président américain met de côté les services, qui viennent équilibrer la balance commerciale. «L'UE et les États-Unis sont profondément liés de part et d'autre de l'océan (...) et nos économies sont complémentaires», a avancé Jovita Neliupsiene. L'ambassadrice a aussi rappelé devant la presse l'engagement de l'Union européenne envers l'Ukraine, alors que Donald Trump a dit à Davos que «les efforts» des États-Unis «pour parvenir à un accord de paix entre la Russie et l'Ukraine sont, espérons-le, désormais en cours». L'UE est devenue «le plus grand donateur pour l'Ukraine», selon la représentante de l'UE à Washington, citant «plus de 174 milliards d'euros d'aide financière, de défense et d'aide humanitaire», les initiatives du bloc pour former les troupes ukrainiennes ou encore l'accueil de «plus de 4 millions de réfugiés ukrainiens à l'intérieur de nos frontières.»

## Moody’s relève la note de l’Argentine pour la première fois en cinq ans

L'agence de notation Moody's a relevé vendredi la note de crédit souverain à long terme de l'Argentine en devises étrangères de "Caa3" à "Ca", citant le changement de politique énergétique du gouvernement qui a aidé à relever les défis économiques et à stabiliser les finances extérieures. L'Argentine a enregistré un excédent commercial record de 18,9 milliards de dollars en 2024, selon les données officielles publiées lundi, ce qui

a largement coïncidé avec la première année complète de mandat du président libertaire Javier Milei, reflétant l'impact de ses politiques économiques. L'administration de Milei a hérité d'une inflation galopante, de réserves internationales épuisées et de déséquilibres économiques importants qui ont conduit à une probabilité très élevée d'événement de crédit, selon Moody's. "Un ajustement fiscal décisif, ainsi

que des mesures visant à stopper le financement monétaire ont été mis en place et se sont avérés efficaces pour remédier aux déséquilibres", a déclaré Moody's. Les marchés financiers argentins ont été soutenus par les politiques strictes de "déficit zéro" de Milei, le ralentissement de l'inflation et l'engagement du gouvernement à respecter ses obligations en matière de dette. Moody's a relevé la note de crédit de l'Argentine pour la première fois en

cinq ans, après l'avoir abaissée en 2020, car les négociations disruptives sur la restructuration de la dette, dans le contexte de la pandémie mondiale, ont accru le risque que le pays ne se retrouve en situation de défaut de paiement. Les perspectives de l'Argentine ont également été révisées de "stable" à "positive" vendredi, le gouvernement continuant à faire des progrès dans son programme de stabilisation macroéconomique.

## Singapour assouplit sa politique monétaire pour la première fois depuis 2020

L'Autorité monétaire de Singapour (MAS) a assoupli vendredi sa politique monétaire pour la première fois depuis près de cinq ans, en raison de prévisions de ralentissement de l'inflation et de la croissance économique cette année. La MAS, qui joue sur les taux de change plutôt que sur les taux d'intérêt pour contrôler sa politique monétaire, a déclaré dans un communiqué «réduire légèrement la pente» de la marge de fluctuation du dollar de Singapour (SGD) ce qui, selon elle, «assurera la stabilité des prix à moyen

terme». Le SGD est indexé sur un panier de devises de pays qui figurent parmi les principaux partenaires commerciaux de Singapour. La banque centrale a déclaré qu'elle s'attendait à ce que l'inflation ne progresse que de 1 à 2 % en moyenne cette année, par rapport aux 1,5 à 2,5 % prévus en octobre. Mais aussi à ce que la croissance ralentisse en 2025 (entre 1 et 3%) , après avoir connu une croissance de 4% en 2024, selon de récentes estimations. «Les coûts d'importation de Singapour devraient rester modérés, reflétant les prévi-

sions de baisse des prix mondiaux du pétrole et les conditions d'approvisionnement favorables sur les marchés clés de produits alimentaires de base», précise le communiqué. La dernière fois que l'Autorité a assoupli sa politique monétaire remonte à mars 2020, alors que Singapour se dirigeait vers une récession en raison de la crise Covid. La santé économique de Singapour est souvent considérée comme un baromètre au niveau mondial, en raison de la dépendance du pays au commerce international.

POUR ACCÉLÉRER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

## L’Australie alloue 1,2 milliard d’euros supplémentaires à sa banque verte

Le gouvernement australien a annoncé un financement supplémentaire de 1,2 milliard d'euros pour sa «banque verte», afin d'accélérer la transition vers les énergies renouvelables. «Nous construisons l'avenir de l'Australie», a déclaré jeudi dans un communiqué le Premier ministre travailliste Anthony Albanese. Cette rallonge de 2 milliards de dollars australiens (1,21 milliard

d'euros) pour la société publique d'investissement «vert» Clean Energy Finance Corporation (CEFC) doit permettre, selon lui, de générer 6 milliards de dollars australiens d'investissements privés. Selon la CEFC, le capital supplémentaire portera sa capacité d'investissement totale à 32,5 milliards de dollars australiens (31,1 milliards d'euros). Il s'agit de la première augmentation de la ca-

pacité d'investissement de la banque verte australienne depuis sa création en 2012. Le pays, un des plus gros émetteurs de la planète rapporté à sa population, s'est engagé à réduire à zéro ses émissions de carbone d'ici à 2050. Les autorités veulent à cet effet de réduire la dépendance de l'Australie au charbon et tentent notamment de développer rapidement les énergies renouvelables.

### ROYAUME-UNI 3000 postes supprimés dans les supermarchés Sainsbury’s

La deuxième chaîne de supermarchés du Royaume-Uni, Sainsbury's, a annoncé jeudi la suppression de 3000 postes, dans le cadre d'un programme visant à réduire ses coûts à hauteur d'un milliard de livres. Ces décisions «sont essentielles pour garantir que nous continuions à stimuler notre élan», a déclaré le directeur général de l'entreprise Simon Roberts, disant être confronté «à un environnement de coûts particulièrement difficile». «Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour soutenir toute personne touchée par les annonces d'aujourd'hui», a-t-il promis. L'entreprise emploie 148.000 personnes au Royaume-Uni, le groupe n'ayant pas d'implantation internationale significative. Sur les 3.000 postes supprimés, 20% concernent des postes de direction, est-il précisé dans le communiqué. Sainsbury's venait d'annoncer début janvier avoir réalisé son «meilleur Noël de tous les temps». Son action perd 0,27% à la mi-journée à la Bourse de Londres. L'entreprise se place en deuxième position du secteur au Royaume-Uni, avec 16% de parts de marché, selon les chiffres de Kantar, derrière la chaîne Tesco (28,5%).

### COMMERCE Trump préférerait ne pas imposer de droits de douane à la Chine

Le président américain Donald Trump a déclaré qu'il préférerait ne pas imposer de droits de douane à la Chine, un revirement apparemment brutal par rapport à ses promesses répétées de frapper le plus grand rival économique des États-Unis avec de lourdes taxes à l'importation. Comme on lui demandait lors d'une interview diffusée jeudi soir à Fox News s'il pouvait conclure un accord avec le dirigeant chinois Xi Jinping sur Taiwan et le commerce, Trump a répondu: «Je peux le faire parce que nous avons quelque chose qu'ils veulent, nous avons un trésor». «Nous avons un très grand pouvoir sur la Chine, ce sont les droits de douane, et ils n'en veulent pas, et je préférerais ne pas avoir à l'utiliser. Mais c'est un pouvoir énorme sur la Chine», a déclaré le président américain, dans l'interview diffusée jeudi aux États-Unis. Après avoir pris ses fonctions lundi, Donald Trump a déclaré que des droits de douane de 10% sur toutes les importations chinoises pourraient entrer en vigueur le 1er février. Et pendant la campagne électorale, il a évoqué des taux pouvant atteindre 60%. Interrogée vendredi sur ces déclarations, la Chine a affirmé que les différends commerciaux avec les États-Unis pouvaient être résolus par le «dialogue et la consultation». «La coopération économique et commerciale entre la Chine et les États-Unis est mutuellement bénéfique», a ajouté Mao Ning, une porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, lors d'une conférence de presse régulière à Pékin.

EN 30 ANS

# Voici l'énorme évolution de la taille de vos voitures

1995-2025, trois décennies durant lesquelles la taille des automobiles a considérablement évolué. Normes drastiques anticollision, équipement de sécurité s'ajoutant au fil des ans mais également réagencement des catalogues des constructeurs avec de nouvelles entrantes au bas des gammes ont modifié le paysage. Panorama sur quatre catégories représentatives.

**Les citadines : Clio 1 (3,71 m) / Clio 5 (4,05 m)**

Sur le marché français, le mètre étalon en matière de berline citadine polyvalente c'est la Renault Clio qui depuis le tout début des années 1990 a pris la relève de la Supercinq. Dans l'intervalle temporel qui nous concerne ici (1995-2025) le match des longueurs oppose donc la première génération produite jusqu'en 1999 à la cinquième mouture lancée en 2019, restylée en 2023 et qui restera encore quelques temps en concession. A l'étage inférieur, la Renault Twingo originelle (3,43 m) sera remplacée, en 2026, par une Twingo 100% électrique d'un format voisin de 3,75 m. La première Clio avait un gabarit de 3,71 m, en carrosserie à 3 comme à 5 portes quant la Clio 5, uniquement livrable avec 5 ouvrants affiche une longueur de 4,05 m. Un accroissement de 34 cm en 30 ans.

**Les compactes : Golf 3 (4,02 m) / Golf 8 (4,28 m)**

Elargissons le spectre au marché Européen où sur le segment des berlines compactes qui fut, avant l'avènement des SUV, le plus important pour les constructeurs, la Volkswagen Golf fut longtemps la référence. En 1995, la Golf 3 lancée en 1991 est encore en pleine possession de ses moyens, elle arbore un format de 4,02 m.

En 2025, la Volkswagen Golf 8, lancée en 2019 puis restylée tout début 2024 célébrant alors les 50 ans du modèle, s'étire sur 4,28 m. Un accroissement de 26 cm en 30 ans. La progression est évidemment encore plus forte si l'on remonte 50 ans en arrière avec la menue Golf 1 de seulement 3,70 m de long.

**Les berlines familiales : A4 B5 (4,48 m) / A4 B9 (4,83 m)**

Dans les années 1990, les berlines familiales comme leur nom l'indique séduisent les familles. Ces dernières leur ont depuis tourné le dos privilégiant successivement les monospaces puis les SUV. Désormais quasiment seules les marques premium font de la résistance dans cette catégorie. Elles persistent et signent mais néanmoins doivent s'adapter à une autre mutation du marché : l'électrification. En témoigne pour la marque aux anneaux l'arrivée en fin d'année de l'Audi A4 e-tron.

En 1995, l'Audi A4 de type B5 née en 1994 est sur sa première année pleine de commercialisation. Elle prend la relève dans la gamme de l'Audi A80. Sa taille est de 4,48 m.

En 2025, l'Audi A4 n'est plus au programme. Elle vient d'être remplacé pour des raisons de nomenclature par l'Audi A5, mais sa taille 4,83 m reste identique à la dernière mouture en date de l'A4, celle de type B9 qui fit carrière de 2015 à 2024. Un allongement de 35 cm en 30 ans.

**Les SUV : ML (4,64 m) / GLE (4,93 m)**

Légère entorse ici à nos critères de comparaison, en effet, en 1995, il n'y avait pas de SUV sur le marché. Déplaçons donc légèrement l'intervalle à 1997, date de naissance du Mercedes-Benz ML de type W163 qui fut au catalogue jusqu'en 2005. Le véhicule de loisirs de la marque à l'étoile avait alors un gabarit de 4,64 m.

Après deux générations, le Mercedes ML change de nom, en 2011, et prend l'appellation Mercedes-Benz GLE dont la seconde mouture aujourd'hui s'étire sur 4,93 m. Soit une hausse de 29 cm en 30 ans.



IL SERA INDIEN

# Un projet faramineux voit le jour pour construire le plus grand centre de données au monde

*Reliance, géant de l'industrie indienne, prévoit de construire le centre de données le plus imposant au monde. Et pour l'équiper, il va sans surprise faire appel à NVIDIA et à ses super-puces d'intelligence artificielle.*

Les efforts pour agrandir les infrastructures de data centers se poursuit à travers le monde, alors que la demande explose en raison de l'essor de l'intelligence artificielle. C'est donc sans surprise que Reliance veut aussi avoir sa carte à jouer. Dirigée par le milliardaire Mukesh Ambani, la multinationale exerce dans divers secteurs, allant de la pétrochimie aux télécommunications, en passant par le textile. Il s'agit de l'entreprise la plus valorisée d'Inde.

**Les puces Blackwell pour équiper l'infrastructure**

Et ce nouveau projet pourrait lui rapporter gros. La société va construire le plus grand centre de données au monde à Jamnagar, dans le nord-est du pays. L'investissement initial est tout de même colossal, puisque Reliance devrait injecter entre 20 et 30 milliards de dollars pour le concrétiser. Mukesh Ambani projette d'acquérir les surpuissants accélérateurs d'IA de NVIDIA, les Blackwell, pour équiper l'infrastructure. Cette dernière jouerait un rôle essentiel dans la construction de l'infrastructure numérique de l'Inde, tout en lui permettant de devenir plus compétitive dans la course mondiale à l'IA générative.

**Énergies renouvelables**

Reliance espère développer une capacité de production de 3 gigawatts. Le centre de données surpasserait donc les 600 mégawatts produits par un data center de Micro-



soft dans l'État de la Virginie. S'il n'y a pas de chiffres officiels concernant la capacité de production de Colossus, le supercalculateur construit en quelques mois par xAI, la start-up d'Elon Musk, le milliardaire le décrit aussi comme le plus puissant au monde. En amont, Donald Trump vient d'annoncer le projet Stargate, avec l'objectif de drastiquement renforcer les infrastructures d'IA aux États-Unis.

Pour alimenter l'installation, Mukesh Ambani entend principalement miser sur l'énergie renouvelable provenant d'un complexe adjacent, qui combinera énergie solaire, éolienne ainsi que de l'hydrogène. C'est un enjeu crucial, lorsque l'on sait que le boom de l'intelligence artificielle générative fait exploser la demande en énergie des centres de données, avec un impact environnemental considérable.

EN CROISADE CONTRE LE WOKISME

## Elon Musk s'en prend désormais à Wikipédia

L'homme le plus riche du monde se lance une nouvelle fois à l'assaut de Wikipédia. Et pas pour n'importe quelle raison ! Elon Musk n'a jamais aimé Wikipédia, qu'il a attaqué plusieurs fois ces dernières années – questionnant même l'utilisation des financements de l'encyclopédie. Il avait encore le mois dernier appelé ses soutiens à ne plus financer une plateforme qu'il considérerait comme woke, lui donnant le sobriquet de « Wokopedia ». Et il est cette semaine reparti en guerre contre l'encyclopédie en ligne la plus connue au monde.

**Elon Musk s'en prend une fois encore à Wikipédia**

Elon Musk s'est encore une fois fait remarquer en début de semaine à l'occasion de l'inauguration du mandat de Donald Trump. Il a en effet par deux fois salué la foule d'une façon qui a rappelé à un certain nombre de personnes un salut nazi.



Une histoire racontée dans ces termes sur sa page Wikipédia, et qu'Elon Musk n'a pas apprécié. Il a ainsi accusé l'encyclopédie d'être une simple chambre d'écho des médias mainstream,

et donc d'être aussi biaisée qu'eux, à son avis. Il a aussi lancé dans un autre message sur X : « Cessons le financement de Wikipédia jusqu'à ce que l'équilibre soit rétabli ! »

**Jimmy Wales contre-attaque**

Mais cette fois, son message n'est pas resté sans contradiction. Le cofondateur de Wikipédia Jimmy Wales a en effet tenu à lui répondre directement sur X. « Y a-t-il quelque chose que vous considérez comme inexact dans cette description ? Il est vrai que vous avez fait ce geste (deux fois) et que les gens l'ont comparé à un salut nazi (beaucoup de gens) et il est vrai que vous avez nié qu'il avait une quelconque signification. Ce n'est pas de la propagande des médias mainstream. Ce sont des faits. Tous les éléments » a-t-il avancé. Taquin, il a ajouté juste après : « Je pense qu'Elon est mécontent que Wikipédia ne soit pas à vendre. » Wikipédia est un projet qui est né le 15 janvier 2001, d'abord comme une encyclopédie en anglais. Elle s'est depuis déployée à travers la planète, et est disponible dans plus de 300 langues.

CHATGPT

**OpenAI**

**accélère**

**toujours plus et**

**rend accessible**

**gratuitement**

**l'un de ses**

**meilleurs**

**modèles !**

OpenAI continue de montrer la voie dans le domaine de l'intelligence artificielle. La firme de Sam Altman va ainsi mettre à disposition de tous le surpuissant modèle o3-mini. Même si depuis deux ans et l'explosion de la technologie de l'intelligence artificielle, de nombreux chatbots de qualité comme Gemini ou bien Claude ont vu le jour, c'est toujours ChatGPT qui est de très loin l'IA la plus populaire au monde. Un statut qu'elle doit non seulement à sa qualité de précurseur, mais aussi aux améliorations constantes qui lui sont apportées. Et une nouvelle mise à jour d'importance est dorénavant au programme.

**o3-mini va être accessible aux utilisateurs gratuits de ChatGPT**

Aujourd'hui, quand vous ouvrez la page de ChatGPT avec un compte gratuit, le meilleur modèle que vous puissiez avoir est GPT-4o. Les autres modèles plus avancés d'OpenAI comme o1-preview et o1-mini ne sont pour l'heure accessibles qu'à ceux qui payent un abonnement. Mais si la firme américaine compte beaucoup sur les revenus dégagés par ses abonnements, comme le ChatGPT Pro à 200 dollars par mois, elle n'oublie pas le gros de ses utilisateurs gratuits. La preuve, Sam Altman vient d'annoncer sur X que le modèle o3-mini allait être rendu accessible à tous ceux qui ne payent rien pour utiliser ChatGPT.

**L'effet DeepSeek ?**

Et pour ne pas léser ceux qui payent, et pourraient se dire que leur abonnement n'est pas si utile, il a par ailleurs ajouté dans le même message que les utilisateurs payants pourront utiliser massivement le nouveau modèle. Pour rappel, la famille de modèle de langage o3 permettrait de résoudre des problèmes extrêmement complexes. Alors pourquoi le rendre accessible gratuitement dès son lancement ? La réponse serait peut-être à trouver du côté de la start-up chinoise DeepSeek, qui développe une IA open source DeepSeek-R1, qui serait aussi performante qu'OpenAI o1. Elle est aussi beaucoup moins chère, proposant une API au tarif de 0,14 dollar pour 1 million de jetons, alors qu'OpenAI fait payer 7,50 dollars pour une utilisation équivalente. De quoi pousser l'entreprise de Sam Altman à être plus généreuse ?

Mots fléchés

|                            |          |                                       |            |                       |                                               |                               |                                    |                         |                        |                         |                 |                                    |            |
|----------------------------|----------|---------------------------------------|------------|-----------------------|-----------------------------------------------|-------------------------------|------------------------------------|-------------------------|------------------------|-------------------------|-----------------|------------------------------------|------------|
| Changement d'état          |          | Ensemble de cris poussés par la foule |            | Sillon                |                                               | Petit chapeau breton          |                                    | Formation de combat     |                        | Lustrer                 |                 | Esches animales                    |            |
| Repas léger                |          |                                       |            |                       |                                               |                               |                                    | Entrée asiatique        |                        |                         |                 | Bedaine                            |            |
|                            |          |                                       |            |                       |                                               |                               |                                    |                         |                        | Petit grain de chapelet |                 |                                    |            |
|                            |          |                                       |            |                       |                                               |                               |                                    |                         |                        | Retranche               |                 |                                    |            |
| Tératopages                |          | Département français                  |            | Petit os              |                                               | Embrasse                      |                                    |                         |                        |                         |                 |                                    |            |
|                            |          |                                       |            |                       |                                               |                               | Aubes                              |                         |                        |                         |                 |                                    |            |
|                            |          |                                       |            |                       |                                               |                               | Souveraine                         |                         |                        |                         |                 |                                    |            |
| Intervalle musical         |          |                                       |            |                       |                                               | Signal pour appeler aux armes |                                    | On l'a dure des fois    |                        |                         |                 |                                    | Sport      |
| Gringalet                  |          |                                       |            |                       | Fils de Jacob                                 |                               |                                    |                         |                        | Longue période          |                 |                                    |            |
|                            |          |                                       |            |                       |                                               |                               |                                    |                         |                        |                         |                 |                                    |            |
| Petit poil                 |          | Conclut                               |            |                       |                                               |                               |                                    | Éméchés                 |                        |                         |                 |                                    |            |
|                            |          |                                       | Aléa       |                       | Mer disparue au profit de la culture du coton |                               |                                    |                         |                        | Formé de kératine       | Alcools         | Commune normande                   |            |
|                            |          |                                       |            |                       |                                               |                               |                                    |                         |                        |                         |                 |                                    |            |
| Ennuyât                    |          | Prénom de rois français               |            |                       |                                               |                               |                                    | Résider                 |                        |                         |                 |                                    |            |
|                            |          | Poisson                               |            |                       |                                               |                               |                                    |                         |                        |                         |                 |                                    |            |
|                            |          |                                       |            |                       | Petite minute                                 |                               |                                    | Regret de quelqu'un     |                        |                         |                 |                                    |            |
|                            |          |                                       |            |                       | Demeure                                       |                               |                                    | Étendue d'eau           |                        |                         |                 |                                    |            |
| Accumulation               |          |                                       |            | Authentique           |                                               |                               |                                    |                         |                        | Jeu asiatique           |                 | Dieu celté                         |            |
| Astiquage                  |          |                                       |            | Tumeur au cou         |                                               |                               |                                    |                         |                        | Moqueur                 |                 |                                    |            |
|                            |          |                                       |            |                       |                                               |                               |                                    |                         |                        |                         |                 |                                    |            |
|                            |          |                                       |            |                       |                                               | Fleuve de Sibérie             | Piquée d'un condiment              |                         |                        |                         |                 |                                    |            |
|                            |          |                                       |            |                       |                                               |                               |                                    |                         |                        |                         |                 |                                    |            |
| Pas encore parues          |          | Coloré                                |            |                       |                                               |                               | Donnés l'existence Précédait l'ONU |                         |                        |                         |                 |                                    | Stratagème |
|                            |          | Obligées                              |            |                       |                                               |                               |                                    |                         |                        |                         |                 |                                    |            |
|                            |          |                                       |            |                       |                                               |                               |                                    |                         |                        |                         |                 |                                    |            |
|                            |          |                                       |            |                       |                                               |                               |                                    | Poèmes lyriques         |                        | Certain                 |                 |                                    |            |
|                            |          |                                       |            |                       |                                               |                               |                                    |                         |                        | Isolé                   |                 |                                    |            |
| Peintre français (Fernand) | Cabriole |                                       | Ligaments  |                       |                                               |                               |                                    |                         |                        |                         | Connu           |                                    |            |
|                            |          |                                       | Renouveaux |                       |                                               |                               |                                    |                         |                        |                         | Fleuve africain |                                    |            |
|                            |          |                                       |            |                       | Habitant un pays d'Asie                       |                               |                                    |                         |                        |                         |                 | Auteur-compositeur américain (Bob) |            |
|                            |          |                                       |            |                       | Un allemand                                   |                               |                                    |                         |                        |                         |                 |                                    |            |
| Diffamées                  |          |                                       |            |                       |                                               |                               |                                    |                         |                        |                         |                 |                                    |            |
| Prison pour oiseau         |          |                                       |            |                       |                                               |                               | Solipède                           |                         |                        |                         |                 |                                    |            |
|                            |          |                                       |            |                       |                                               |                               |                                    |                         |                        |                         |                 |                                    |            |
|                            |          |                                       |            | Cité engloutie        |                                               |                               | Ministre de Henri IV               |                         |                        |                         |                 |                                    | Possèdent  |
|                            |          |                                       |            | Passage presque à sec |                                               |                               | Pièce de charrue                   |                         |                        |                         |                 |                                    |            |
|                            |          |                                       |            |                       |                                               |                               |                                    |                         |                        |                         |                 |                                    |            |
| Rosses                     |          |                                       |            |                       |                                               |                               |                                    | Genre théâtral au Japon |                        | Chlore                  | Saint normand   |                                    |            |
|                            |          |                                       |            |                       |                                               |                               |                                    |                         |                        |                         | Soleil divin    |                                    |            |
| Défriper                   | Député   |                                       |            |                       | Atome électriquement chargé                   |                               |                                    |                         | Entaille dans un objet |                         |                 |                                    |            |
|                            |          |                                       |            |                       |                                               |                               |                                    |                         |                        |                         |                 |                                    |            |
|                            |          |                                       |            |                       |                                               | Sous-vêtement féminin         |                                    |                         |                        |                         |                 |                                    |            |

Le plus grand iceberg au monde dérive vers une île reculée de Géorgie du sud

Traqué par satellites, le plus grand iceberg du monde - long de 80 kilomètres - dérive actuellement depuis l'Antarctique vers une île reculée où il pourrait, dans le pire des cas, s'échouer et bloquer les manchots et otaries qui s'y reproduisent. Cet immense plateau de glace s'éloigne depuis des années de l'Antarctique et, propulsé par les courants, se dirige potentiellement vers l'île britannique de Géorgie du Sud, un site important pour la reproduction de la faune sauvage.



DÉCLARATION DU PARLEMENT EUROPÉEN SUR L'ALGÉRIE

Le Parlement arabe condamne

Le Parlement arabe a vivement condamné la déclaration du Parlement européen concernant l'Algérie, la considérant comme "une ingérence flagrante et inacceptable" dans les affaires intérieures du pays. Dans un communiqué de presse, le Parlement arabe a appelé le Parlement européen à "respecter les décisions de la justice algérienne et à cesser immédiatement de tels agissements qui constituent une violation flagrante de tous les instruments internationaux", affirmant "le respect de la souveraineté des Etats et la non-ingérence dans leurs affaires intérieures". Le Parlement arabe a souligné "sa pleine solidarité avec la République algérienne démocratique populaire" et exhorté le Parlement européen à "ne pas politiser la question des droits de l'homme et à ne pas l'utiliser comme prétexte pour une ingérence injustifiée et inacceptable dans les affaires intérieures des Etats", poursuit le communiqué. En outre, le Parlement arabe a affirmé que "la République algérienne est un pays régi par des lois et des institutions constitutionnelles jouissant d'une indépendance de décision, ainsi que par des autorités judiciaires capables de fournir toutes les garanties nécessaires pour protéger les libertés, les droits de l'Homme et la liberté d'expression de chaque citoyen algérien", d'après la même source. Le Parlement arabe a souligné aussi que "les députés du Parlement européen sont restés inactifs et les yeux fermés alors que les droits de l'Homme étaient violés en Palestine et que le peuple palestinien subissait un génocide aux yeux du monde entier", affirmant qu'"il n'appartient pas au Parlement européen de donner aujourd'hui des leçons à l'Algérie ou aux pays arabes en matière d'application de la loi et de protection des libertés", note le texte.

ZONE EURO

L'activité économique renoue avec la croissance en janvier

L'activité du secteur privé dans la zone euro a renoué avec la croissance en janvier, après deux mois de contraction, grâce à une moins mauvaise conjoncture dans le secteur manufacturier, selon l'indice PMI Flash publié vendredi par S&P Global. L'indice calculé sur la base de sondages d'entreprises s'est redressé à 50,2, contre 49,6 en décembre. Un chiffre situé au-dessus de la barre des 50 signale une croissance de l'activité, tandis qu'un chiffre en deçà reflète une contraction. "Le secteur privé de la zone euro a affiché des résultats relativement encourageants en ce début d'année 2025", a commenté Cyrus de la Rubia, économiste pour la Hamburg Commercial Bank (HCOB), partenaire de S&P Global. "Les dernières données PMI Flash mettent en évidence une légère reprise de l'expansion en janvier, après deux mois consécutifs de contraction", a-t-il expliqué. L'amélioration de la conjoncture "s'est largement appuyée sur les performances de l'Allemagne, laquelle a vu son activité globale repartir à la hausse en début d'année", a-t-il noté. Globalement, la meilleure dynamique dans la zone euro résulte d'une amélioration de la situation du secteur manufacturier. "La récession industrielle a perduré en début d'année, mais la contraction s'est légèrement atténuée par rapport à décembre", a souligné M. de la Rubia. Cette contraction a même atteint son plus faible niveau depuis mai 2024. L'activité du secteur des services a augmenté pour le deuxième mois consécutif en janvier, bien qu'à un rythme modéré et légèrement plus faible qu'en décembre.

CNUCED

Les investissements directs étrangers en Afrique ont crû de 84% en 2024

Malgré une tendance mondiale à la baisse, les flux d'IDE vers le continent ont connu une forte augmentation durant l'année écoulée. Mais cette hausse découle essentiellement d'un seul méga-projet touristique et urbain en Egypte. Les flux d'investissements directs étrangers (IDE) à destination de l'Afrique ont enregistré une hausse de 84% en 2024 pour s'établir à un record de 94 milliards de dollars, selon un rapport publié le lundi 20 janvier par ONU Commerce et Développement (anciennement Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement/CNUCED). Intitulé « Global Investment Trends Monitor », le rapport précise que cette forte augmentation découle en grande partie d'un seul méga-projet en Egypte, en l'occurrence le projet de développement de la péninsule de Ras El-Hekma en une destination touristique, un centre financier et une zone franche dotée d'une infrastructure de classe mondiale. Il est porté par Abu Dhabi Developmental Holding Company, le fonds souverain de l'émirat d'Abu Dhabi, plus connu sous l'appellation ADQ. Si l'on exclut ce projet, le flux des IDE at-

tirés l'an passé par le continent a augmenté de 23%, bien que le chiffre global soit resté modeste, à 50 milliards de dollars. Ces évolutions positives ont été enregistrées alors de nombreux pays du continent ont fait face à des défis complexes durant l'année écoulée, dont la hausse des taux d'intérêt, la persistance d'un niveau élevé de dette publique ainsi que des conflits et des troubles politiques et sécuritaires. A l'échelle mondiale, les flux d'IDE ont augmenté de 11% pour atteindre un montant estimé à 1400 milliards de dollars. Mais si l'on exclut les flux transitant par les économies intermédiaires européennes, qui servent souvent de points de transfert pour les investissements avant qu'ils n'atteignent leur destination finale, ces flux ont diminué de 8%. Les économies développées ont connu de forts contrastes. L'Amérique du Nord a connu une hausse de 13% d'IDE, grâce à une augmentation de 80% des fusions-acquisitions aux Etats-Unis. L'Europe a été en revanche confrontée à de fortes baisses. Les IDE y ont chuté de 45% par rapport à 2023, si l'on exclut les économies intermédiaires. Dans les économies en développement,

les IDE ont diminué de 2% en 2024, marquant ainsi la deuxième baisse annuelle consécutive. Cette baisse menace les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), qui dépendent fortement de la finance internationale. Les investissements liés aux ODD ont d'ailleurs chuté de 11% au niveau mondial durant l'année écoulée, avec moins de projets dans l'agroalimentaire, les infrastructures, l'eau et l'assainissement qu'en 2015, lorsque les objectifs ont été adoptés. L'Asie, la plus grande bénéficiaire des IDE parmi les régions en développement, a vu les flux entrants diminuer de 7%, tandis que la région Amérique latine & Caraïbes a enregistré un recul de 9%. Pour 2025, ONU Commerce et Développement s'attend à une croissance modérée des IDE, soutenue par l'amélioration des conditions de financement et la reprise des fusions-acquisitions. Toutefois, les risques et les incertitudes, notamment les tensions géopolitiques et l'instabilité économique mondiale, posent des défis importants aussi bien pour les pays en développement que pour ceux développés.

ENERGIE

Hausse des prix du gaz européen

Le cours du gaz européen est en hausse jeudi, porté par la croissance de la demande mondiale, mais aussi des réserves largement inférieures à l'an passé sur le Vieux Continent. Ce jeudi matin, le contrat à terme du TTF néerlandais, la référence européenne du gaz naturel, gagne 3,24% à 50,295 euros le mégawattheure (MWh). Selon la plateforme européenne Agrega-

ted Gas Storage Inventory (AGSI), les réserves de gaz s'élèvent au 22 janvier à 58,5% dans l'Union européenne (UE), un niveau largement inférieur aux 74% constatés à la même date en 2024. Les stocks européens ont commencé à s'épuiser en fin d'année dernière en raison d'un "temps plus froid et sans vent", qui a privé la région d'une partie de son énergie éolienne, ce qui a

fait grimper les prix, souligne Mike Fulwood, chercheur à l'Oxford Institute for Energy Studies (OIES). Le niveau des réserves ne constitue pas un risque imminent pour l'approvisionnement, mais le remplissage des stocks avant l'hiver prochain va nécessiter l'achat de beaucoup plus de gaz qu'au cours des deux précédents étés en 2023 et 2024, selon l'Agence internationale de l'éner-

gie (AIE). L'Allemagne discute ainsi d'un mécanisme de subventions aux fournisseurs d'énergie, réticents à remplir les stocks en été quand les cours sont bas, afin d'atteindre l'objectif de l'Union européenne de 90% de remplissage des stocks au 1er novembre. Mais ce type de mécanisme "augmente artificiellement la pression sur les prix", soulignent des analystes.

LE CHEF DU PNUD L'A SOULIGNÉ

La guerre sioniste «a effacé 60 ans de développement» à Ghaza

L'agression génocidaire sioniste qui a ravagé pendant plus de 15 mois la bande de Ghaza, "a effacé 60 ans de développement" dans l'enclave palestinienne, estime le chef du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), évoquant "une destruction physique extraordinaire". "Environ deux tiers de toutes les constructions de l'étroit territoire palestinien ont été détruits ou endommagés par les intenses bombardements de l'armée (sioniste), et l'enlèvement des 42 millions de tonnes de gravats sera dangereux et complexe", a

souligné Achim Steiner, lors du Forum économique de Davos. "Probablement entre 65 et 70% des bâtiments de Ghaza ont été entièrement détruits ou endommagés", explique le responsable, "mais nous parlons aussi d'une économie qui a été détruite, où nous estimons qu'environ 60 ans de développement ont été perdus dans ce conflit en 15 mois". "Deux millions de personnes qui vivent dans la bande de Ghaza ont perdu non seulement un foyer, mais aussi les infrastructures publiques, les systèmes de traitement des eaux usées, les systèmes

d'approvisionnement en eau potable et la gestion publique des déchets", a poursuivi M. Steiner. "Pratiquement, toutes les écoles et tous les hôpitaux ont été gravement endommagés ou détruits", déplore le chef du PNUD. "C'est une destruction physique extraordinaire qui s'est produite", a-t-il dit. Et de souligner encore: "Lorsque nous parlons de reconstruction, il ne s'agit pas ici d'un ou deux ans. Il s'agit d'années et d'années pour arriver même à un début de reconstruction, de l'infrastructure physique mais aussi de toute une économie".